

---

# PREMIER TRIMESTRE 2013

Pour la période close le 31 janvier 2013

---

## La Banque Laurentienne déclare de solides résultats pour le premier trimestre

### Faits saillants du premier trimestre 2013

- Résultat net de 34,1 millions \$, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 10,3 % et résultat dilué par action de 1,12 \$
- Pertes sur prêts demeurent basses à 8,0 millions \$, signe de l'excellente qualité du crédit
- Bonne amélioration de l'efficacité opérationnelle
- Lancement réussi du régime de réinvestissement de dividendes de la Banque
- Compte non tenu des éléments d'ajustement :
  - Résultat net ajusté de 40,4 millions \$, en hausse de 23 % d'un exercice à l'autre
  - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté de 12,2 %
  - Résultat dilué par action ajusté de 1,34 \$, une augmentation de 0,10 \$ par rapport à 1,24 \$ il y a un an

---

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un résultat net de 34,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,12 \$, pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2013, comparativement à un résultat net de 31,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,16 \$, pour le premier trimestre 2012. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 10,3 % pour le premier trimestre 2013, par rapport à 11,5 % pour la période correspondante de 2012. Compte non tenu des éléments d'ajustement<sup>1</sup>, le résultat net a augmenté de 23 %, pour atteindre 40,4 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,34 \$, pour le premier trimestre 2013, comparativement à 32,9 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,24 \$, pour la période correspondante de 2012, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est établi à 12,2 %.

Dans ses commentaires sur les résultats financiers de la Banque pour le premier trimestre 2013, Réjean Robitaille, président et chef de la direction, a indiqué : « Nous avons continué d'enregistrer une solide croissance du résultat et avons généré un levier d'exploitation positif au cours du trimestre. L'acquisition des sociétés MRS et celle de la Fiducie AGF réalisées à l'exercice précédent ont contribué au maintien de la croissance solide des revenus au cours des douze derniers mois, tandis que l'excellente qualité du crédit du portefeuille de prêts de la Banque et le redressement des marchés financiers ont également favorisé notre bonne performance. En raison du contexte persistant de faibles taux d'intérêt et du ralentissement de la demande de prêts, nous continuons de mettre en œuvre nos stratégies visant à accroître la valeur pour les actionnaires, en maximisant les synergies, en augmentant la croissance des autres revenus, en focalisant sur les produits à marge élevée et en contrôlant rigoureusement les dépenses à l'échelle de la Banque. »

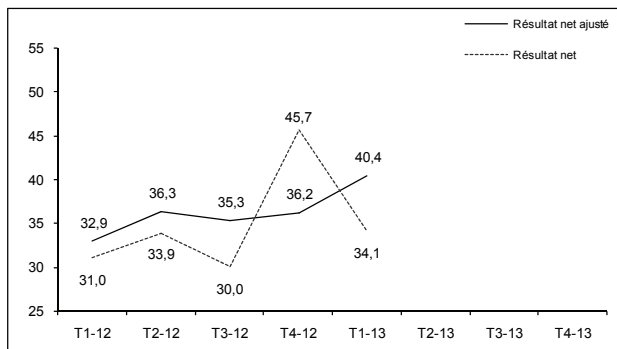
M. Robitaille a ajouté : « L'intégration des sociétés MRS étant presque achevée, nous nous concentrons désormais sur l'intégration des activités de la Fiducie AGF dans le but d'optimiser les avantages pour nos clients et de réaliser pleinement les synergies attendues de ces deux transactions. »

---

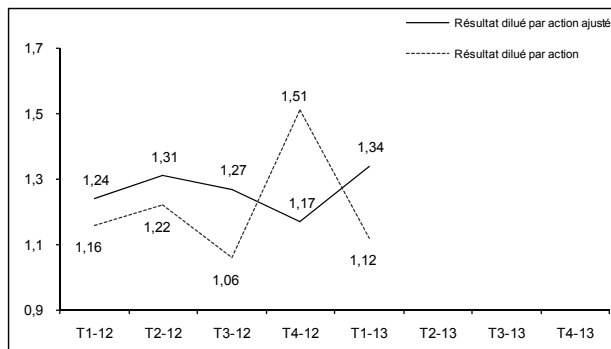
<sup>1</sup> Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement. Voir les rubriques sur les éléments d'ajustement et les mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

## Faits saillants

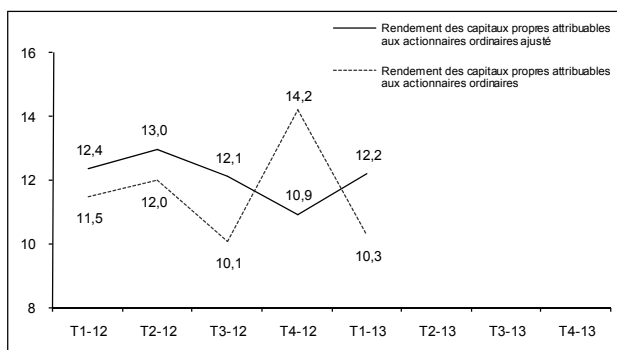
**Résultat net** <sup>[1]</sup>  
(en millions de dollars)



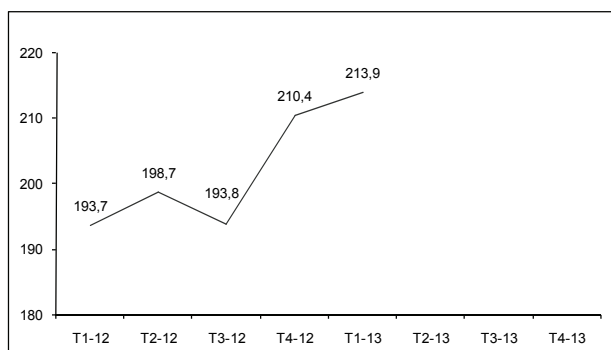
**Résultat dilué par action** <sup>[1]</sup>  
(en dollars)



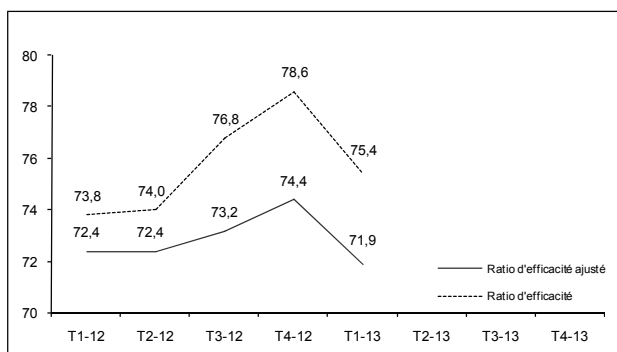
**Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires** <sup>[1]</sup>  
(en pourcentage)



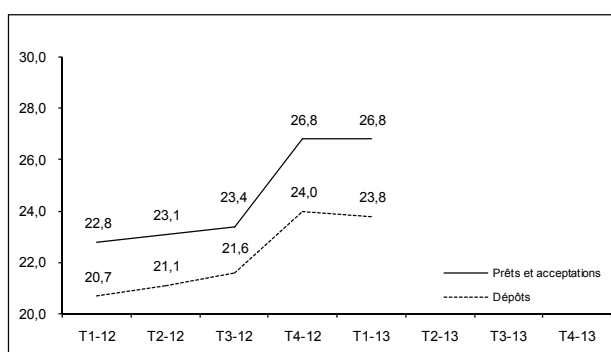
**Revenu total**  
(en millions de dollars)



**Ratio d'efficacité** <sup>[1]</sup>  
(en pourcentage)



**Prêts et dépôts**  
(en milliards de dollars)



[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 JANVIER 2012	VARIATION
<b>Rentabilité</b>			
Revenu total	213 914 \$	193 744 \$	10 %
Résultat net	34 090 \$	30 962 \$	10 %
Résultat dilué par action	1,12 \$	1,16 \$	(3) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>[1]</sup>	10,3 %	11,5 %	
Marge nette d'intérêt <sup>[1]</sup>	1,63 %	1,75 %	
Ratio d'efficacité <sup>[1]</sup>	75,4 %	73,8 %	
<b>Résultats et mesures ajustées</b>			
Résultat net ajusté <sup>[1]</sup>	40 418 \$	32 919 \$	23 %
Résultat dilué par action ajusté <sup>[1]</sup>	1,34 \$	1,24 \$	8 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté <sup>[1]</sup>	12,2 %	12,4 %	
Ratio d'efficacité ajusté <sup>[1]</sup>	71,9 %	72,4 %	
<b>Par action ordinaire</b>			
Cours de l'action			
Haut	45,97 \$	48,68 \$	
Bas	42,90 \$	41,12 \$	
Clôture	44,10 \$	46,20 \$	(5) %
Ratio cours / résultat (quatre derniers trimestres)	9,0 x	10,5 x	
Valeur comptable <sup>[1]</sup>	43,43 \$	40,30 \$	8 %
Ratio cours / valeur comptable	102 %	115 %	
Dividendes déclarés	0,49 \$	0,45 \$	9 %
Rendement de l'action <sup>[1]</sup>	4,44 %	3,90 %	
Ratio du dividende versé <sup>[1]</sup>	43,7 %	38,7 %	
<b>Situation financière</b>			
Actif au bilan	34 248 690 \$	29 921 236 \$	14 %
Prêts et acceptations	26 846 658 \$	22 823 985 \$	18 %
Dépôts	23 767 493 \$	20 701 287 \$	15 %
<b>Ratio de fonds propres réglementaires selon Bâle III <sup>[2]</sup></b>			
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires - base «tout compris»	7,5 %	s. o.	
<b>Autres renseignements</b>			
Nombre d'employés en équivalent temps plein	4 259	3 976	
Nombre de succursales	155	158	
Nombre de guichets automatiques	424	429	

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Au sens de la ligne directrice Normes de fonds propres 2013 du BSIF.

## Table des matières

Revue des faits saillants .....	5
Rapport de gestion .....	6
États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités .....	23
Renseignements aux actionnaires .....	44

## Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Dans ce document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prévisionnels incluent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans ce rapport de gestion sont destinés à aider les actionnaires et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et les résultats de ses activités à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou soient inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut garantir que ces attentes s'avéreront exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, la concurrence, les notes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter la rubrique « Cadre de gestion intégrée des risques » du rapport annuel de la Banque et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

En ce qui a trait aux avantages attendus de l'acquisition des sociétés MRS<sup>1</sup> et de celle de la Compagnie de Fiducie AGF (Fiducie AGF) et aux déclarations de la Banque à l'égard de l'augmentation du résultat par suite de ces transactions, ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la possibilité que les synergies ne se concrétisent pas dans les délais prévus; le risque de ne pouvoir intégrer rapidement et efficacement les activités; le risque lié à la réputation et la réaction des clients de B2B Banque ou de ceux des sociétés MRS et de la Fiducie AGF face aux transactions; et le fait que la direction doive consacrer beaucoup de temps aux questions relatives aux acquisitions.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

---

<sup>1</sup> Les sociétés MRS comprennent les sociétés renommées B2B Banque Services financiers inc., B2B Banque Services de valeurs mobilières inc. et B2B Banque Services aux intermédiaires inc. (B2B Banque Services de courtiers), ainsi que la Compagnie de Fiducie M.R.S., qui a été fusionnée avec B2B Trust (désormais B2B Banque) en date du 16 avril 2012.

## Revue des faits saillants

Au-delà des implications stratégiques que comportent les acquisitions récentes des sociétés MRS et de la Fiducie AGF, chacun des secteurs d'activité de la Banque s'emploie à exécuter son plan d'affaires visant à générer la croissance interne.

Dans le secteur des services aux particuliers, l'entente conclue avec la Corporation Financière Mackenzie, un chef de file dans la gestion de fonds communs au Canada, qui est d'ailleurs devenue exclusive depuis janvier 2013, offre beaucoup de potentiel. Les clients y gagnent et se voient offrir une sélection de fonds communs de placement des plus performants, gérés par Mackenzie, et commercialisés sous la bannière de la Banque Laurentienne. La Banque y gagne également en ajoutant de la profondeur à son offre dans les domaines de l'investissement et de la gestion de patrimoine.

Dans le secteur des services aux PME, l'équipe PME-Québec qui se consacrait au départ au marché des pharmaciens propriétaires, a choisi d'élargir son offre. Voyant qu'il s'agissait d'une excellente plateforme de croissance, cette équipe, qui se fait désormais connaître sous le nom de groupe Santé, a récemment commencé à offrir du financement aux professionnels de la santé, tels les dentistes, les médecins, les optométristes, les radiologistes et les vétérinaires. L'expertise et la solide réputation de cette équipe spécialisée dans les prêts renferment donc des occasions de croissance de haute qualité pour le secteur PME-Québec.

Le secteur Immobilier et Commercial est également une source de croissance interne grâce à la spécialisation accrue de certains de ses groupes. L'équipe spécialisée en énergie et infrastructures en constitue un parfait exemple. Bien que ce groupe vise un créneau très spécifique, sa portée est pancanadienne. Misant sur la profondeur de l'expérience de l'équipe et un service à la clientèle supérieur, cette équipe est rapidement parvenue à décrocher de nouveaux mandats, élargissant du même coup sa présence territoriale.

Chez B2B Banque, les acquisitions récentes des sociétés MRS et de la Fiducie AGF participent à la croissance et au développement. Bien que la priorité demeure présentement l'intégration des entreprises acquises, le déploiement d'une offre de produits élargie auprès des quelque 27 000 conseillers financiers et courtiers constitue un moteur de croissance durable pour l'avenir. La plateforme de B2B Banque est conçue pour mettre en valeur tous les produits et services, y compris les produits de comptes d'investissement et la gamme élargie de prêts hypothécaires.

Par ailleurs, le développement de Valeurs mobilières Banque Laurentienne stimule ses activités de gestion de patrimoine afin d'accélérer la croissance des actifs administrés. La création d'une équipe de planification financière et l'ajout d'un stratégeste positionnent encore plus favorablement Valeurs mobilières Banque Laurentienne pour servir sa clientèle de particuliers. Cela s'est avéré particulièrement bénéfique lors de la récente saison des REER.

De toute évidence, le modèle d'affaires de la Banque favorise la croissance et le développement dans tous ses secteurs d'activité, tout en stimulant la recherche d'une rentabilité supérieure.

## Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion présente une analyse, par la direction, de la situation financière de la Banque au 31 janvier 2013, ainsi que de sa performance au cours du trimestre clos à cette date. Le présent rapport de gestion, daté du 6 mars 2013, doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du trimestre clos le 31 janvier 2013, préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Le rapport annuel 2012 de la Banque fournit des informations supplémentaires relatives à des sujets tels que la gestion des risques, les estimations et les méthodes comptables critiques et les arrangements hors bilan.

Des informations additionnelles relatives à la Banque Laurentienne du Canada, y compris la Notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse [www.banquelaurentienne.ca](http://www.banquelaurentienne.ca), et sur le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### Perspectives économiques

La conjoncture économique mondiale, bien que toujours relativement morose, est moins préoccupante qu'il y a trois mois, les risques financiers extrêmes s'étant atténués. D'abord, la Chine a démontré sa capacité d'effectuer un « atterrissage en douceur » de son économie. Ensuite, la crise de la dette souveraine en Europe semble contenue, bien que cette région soit toujours en récession. Enfin, pour le Canada surtout, la reprise économique aux États-Unis s'intensifie principalement grâce au relèvement du marché de l'habitation et à l'apaisement de l'incertitude politique.

Malheureusement, l'économie du Canada, qui s'est beaucoup mieux tirée de la crise financière mondiale que la plupart des autres économies avancées, fait désormais face à certaines difficultés. Les indicateurs économiques publiés récemment, comme les mises en chantier, l'emploi et le commerce international, confirment le ralentissement de l'économie canadienne, qui est attribuable en grande partie à la compression des dépenses des ménages (qui représentent toujours près des deux tiers de notre économie) en raison du niveau élevé de leur endettement.

À plus long terme, au fil de l'amélioration de la demande extérieure (principalement de la part des États-Unis), les exportations et les investissements des entreprises devraient également rebondir et compenser en partie la faiblesse de la demande des ménages. Néanmoins, ce processus devrait être relativement long étant donné qu'une certaine incertitude politique persiste. De plus, la vigueur continue du dollar canadien a une incidence négative sur la compétitivité du Canada à l'échelle internationale. La Banque prévoit que le PIB réel ne croîtra que de 1,7 % en 2013 et de 2,3 % en 2014.

Dans le contexte actuel, les taux d'intérêt devraient demeurer bas au moins jusqu'au début de 2014. La Banque du Canada l'a clairement affirmé en janvier, non seulement lorsqu'elle a revu à la baisse ses prévisions économiques et maintenu le taux du financement à un jour à 1,00 %, mais également lorsqu'elle a déclaré qu'une hausse éventuelle des taux était désormais « moins imminente que prévu auparavant ».

## Objectifs financiers 2013

Le tableau ci-dessous présente les objectifs financiers définis par la direction pour l'exercice 2013, ainsi que la performance de la Banque jusqu'à maintenant. Ces objectifs financiers sont fondés sur les hypothèses présentées à la page 37 du rapport annuel 2012 de la Banque, à la rubrique « Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque », et ne tiennent pas compte des éléments d'ajustement<sup>1</sup>.

### OBJECTIFS FINANCIERS 2013 <sup>[1]</sup>

	OBJECTIFS DE 2013	POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
		31 JANVIER 2013
Croissance des revenus	> 5 %	10,0 %
Ratio d'efficacité ajusté <sup>[1]</sup>	72,5 % à 69,5 %	71,9 %
Résultat net ajusté (en millions de dollars canadiens) <sup>[1]</sup>	145,0 \$ à 165,0 \$	40,4 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté <sup>[1]</sup>	10,5 % à 12,5 %	12,2 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires - base «tout compris»	> 7,0 %	7,5 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

D'après les résultats de la période de trois mois close le 31 janvier 2013 et les prévisions actuelles, la direction croit que la Banque est en voie de réaliser ses objectifs, tels qu'ils ont été définis au début de l'exercice. La croissance et la diversification des revenus, les initiatives continues visant à contrôler les dépenses ainsi que la qualité du crédit toujours solide ont contribué à une bonne performance dans l'ensemble.

## Analyse des résultats consolidés

### RÉSULTATS CONSOLIDÉS

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)			
Revenu net d'intérêt	142 344 \$	142 411 \$	130 629 \$
Autres revenus	71 570	67 985	63 115
Revenu total	213 914	210 396	193 744
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	(1 056)	23 795	-
Provisions pour pertes sur prêts	8 000	8 000	10 000
Frais autres que d'intérêt	161 314	165 377	143 020
Résultat avant impôts sur le résultat	43 544	60 814	40 724
Impôts sur le résultat	9 454	15 129	9 762
Résultat net	34 090 \$	45 685 \$	30 962 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	2 533	3 273	3 166
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	31 557 \$	42 412 \$	27 796 \$
Résultat par action			
de base	1,12 \$	1,51 \$	1,16 \$
dilué	1,12 \$	1,51 \$	1,16 \$

### Éléments d'ajustement

La Banque a désigné certains montants comme étant des éléments d'ajustement et a ajusté les résultats selon les PCGR pour faciliter la compréhension de la performance sous-jacente de ses activités et des tendances connexes. Les éléments d'ajustement sont inclus dans les résultats du secteur d'activité B2B Banque. La Banque évalue la performance sur la base des PCGR et sur une base ajustée et considère que ces deux mesures fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance. Les résultats ajustés et les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Des commentaires sur l'utilisation et les limites de ces mesures figurent à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR ».

<sup>1</sup> Voir les rubriques sur les éléments d'ajustement et les mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

**INCIDENCE DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT, APRÈS IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT**

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)			
<b>Incidence sur le résultat net</b>			
Résultat net comme présenté	34 090 \$	45 685 \$	30 962 \$
Éléments d'ajustement, après impôts sur le résultat <sup>[1]</sup>			
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis			
Profit d'acquisition	-	(16 382)	-
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	778	400	-
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres <sup>[2]</sup>			
Frais liés à la transaction et à l'intégration des sociétés MRS	4 318	4 739	1 957
Frais liés à la transaction et à l'intégration de Fiducie AGF	1 232	1 744	-
	<b>6 328</b>	<b>(9 499)</b>	<b>1 957</b>
Résultat net ajusté <sup>[1]</sup>	<b>40 418 \$</b>	<b>36 186 \$</b>	<b>32 919 \$</b>
<b>Incidence sur le résultat dilué par action ordinaire</b>			
Résultat dilué par action comme présenté	1,12 \$	1,51 \$	1,16 \$
Éléments d'ajustement <sup>[1]</sup>	0,22	(0,34)	0,08
Résultat dilué par action ajusté	<b>1,34 \$</b>	<b>1,17 \$</b>	<b>1,24 \$</b>

[1] Voir la rubrique sur les mesures non conformes aux PCGR.

[2] Également appelés frais liés aux transactions et d'intégration.

**Trimestre clos le 31 janvier 2013 comparativement au trimestre clos le 31 janvier 2012**

Le résultat net a atteint 34,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,12 \$, pour le premier trimestre 2013, en comparaison de 31,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,16 \$, pour le premier trimestre 2012. Au premier trimestre clos le 31 janvier 2013, le résultat net ajusté a augmenté de 23 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 40,4 millions \$, comparativement à 32,9 millions \$ en 2012, tandis que le résultat net dilué par action ajusté a augmenté de 8 %, pour s'établir à 1,34 \$, par rapport à 1,24 \$ dilué par action en 2012. Le résultat net dilué par action du premier trimestre 2013 comprenait un ajustement favorable non récurrent de 1,1 million \$ des dividendes sur actions privilégiées pour tenir compte des modifications apportées à l'imposition, en partie contrebalancé par le dividende partiel du premier trimestre de 0,6 million \$ sur les actions privilégiées, série 11, nouvellement émises.

**Revenu total**

Le revenu total a augmenté de 20,2 millions \$, ou 10 %, pour s'élever à 213,9 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 193,7 millions \$ pour le premier trimestre 2012. La contribution de la Fiducie AGF au revenu total s'est élevée à 19,8 millions \$ au premier trimestre 2013, les revenus de la Banque étant demeurés essentiellement inchangés d'un exercice à l'autre sur une base comparable, étant donné que la croissance des autres revenus a contrebalancé la diminution du revenu net d'intérêt.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 9 %, pour atteindre 142,3 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 130,6 millions \$ au premier trimestre 2012, ce qui découle essentiellement de la croissance des prêts et des dépôts d'un exercice à l'autre attribuable aux portefeuilles acquis de la Fiducie AGF, qui a plus que contrebalancé la diminution des marges et celle des pénalités sur les remboursements anticipés de prêts. Comparativement au premier trimestre 2012, les marges ont diminué de 12 points de base, pour s'établir à 1,63 % au premier trimestre 2013. Bien que la marge nette d'intérêt ait continué d'être touchée négativement par le contexte de très bas taux d'intérêt et par les niveaux élevés de liquidités, la diminution a été en partie contrebalancée par les prêts à rendement plus élevé des portefeuilles de la Fiducie AGF.

Les autres revenus ont totalisé 71,6 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 63,1 millions \$ au premier trimestre 2012, une augmentation de 8,5 millions \$, ou 13 %, qui reflète l'amélioration de la plupart des sources de revenus. En particulier, les revenus tirés des opérations de courtage ont augmenté de 3,0 millions \$, la Banque ayant tiré parti des occasions de croissance offertes par le marché des titres à revenu fixe et du redressement des marchés boursiers depuis l'exercice précédent. La hausse des frais et des commissions sur les prêts et les dépôts, des revenus tirés des fonds communs de placement et des revenus tirés des services de cartes a également contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre, signe de l'activité commerciale accrue. Les revenus tirés des comptes d'investissement ont également augmenté de



1,1 million \$ au cours de la période, ce qui s'explique surtout par la contribution pendant un trimestre complet de B2B Banque Services de courtiers au premier trimestre 2013. De plus, les revenus de trésorerie et de marchés financiers ont augmenté, en raison d'une bonne performance.

### **Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis**

Au premier trimestre 2013, la charge d'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis, présentée au poste « Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis », s'est établie à 1,1 million \$. Voir la note 13 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour de plus amples renseignements sur cet élément.

### **Provisions pour pertes sur prêts**

Les provisions pour pertes sur prêts ont diminué de 2,0 millions \$, ou 20 %, pour s'établir à 8,0 millions \$ au premier trimestre 2013, par rapport à 10,0 millions \$ au premier trimestre 2012, malgré l'accroissement de 18 % du volume de prêts au cours de la période considérée. Au premier trimestre 2013, les provisions comprenaient également une provision de 3,2 millions \$ liée aux portefeuilles de prêts de la Fiducie AGF. Ce niveau très bas de pertes reflète les excellentes conditions de crédit sur le marché canadien et la qualité des portefeuilles de prêts de la Banque. En outre, des règlements favorables et l'amélioration généralisée ont donné lieu à un crédit d'un montant net de 2,6 millions \$ dans les pertes sur prêts dans les portefeuilles de prêts commerciaux au premier trimestre 2013, tandis que le redressement des marchés boursiers a eu une incidence favorable sur les pertes sur prêts du portefeuille de prêts à l'investissement garantis de B2B Banque au cours de la période considérée.

### **Frais autres que d'intérêt**

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté, pour atteindre 161,3 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 143,0 millions \$ au premier trimestre 2012, en raison principalement de l'ajout des dépenses d'exploitation courantes de 9,0 millions \$ liées à la Fiducie AGF et de l'accroissement des frais liés aux transactions et d'intégration, comme il est mentionné ci-après.

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 12,3 millions \$, ou 16 %, pour atteindre 89,4 millions \$ comparativement au premier trimestre 2012, surtout en raison de l'augmentation de l'effectif par suite de l'acquisition de la Fiducie AGF et des hausses régulières des salaires, contrebalancées en partie par les économies découlant des restructurations réalisées en 2012. La hausse de la rémunération liée à la performance et des coûts des régimes de retraite a également contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont augmenté de 1,7 million \$, ou 5 %, par rapport à ceux du premier trimestre 2012, pour s'établir à 38,9 millions \$, ce qui s'explique principalement par les coûts de location et de TI liés à l'acquisition de la Fiducie AGF.

Les autres frais autres que d'intérêt ont diminué de 0,7 million \$, pour s'établir à 25,5 millions \$ au premier trimestre 2013, par rapport à 26,2 millions \$ au premier trimestre 2012. La diminution est principalement attribuable aux coûts engagés au début de l'acquisition des sociétés MRS avant leur intégration à B2B Banque en 2012, ainsi qu'aux frais de publicité et aux impôts moins élevés au premier trimestre 2013 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les autres frais autres que d'intérêt de la Fiducie AGF au premier trimestre 2013. Dans un contexte de ralentissement de la croissance des revenus, la Banque continue de contrôler rigoureusement les dépenses.

Les frais liés aux transactions et d'intégration pour le premier trimestre 2013 ont totalisé 7,6 millions \$ et se rapportaient surtout aux frais de conversion des systèmes de TI, aux indemnités de départ et à d'autres frais liés à l'intégration des sociétés MRS. Ils comprenaient également les salaires, les honoraires professionnels et les autres frais de 1,7 million \$ associés à l'intégration de la Fiducie AGF. En ce qui a trait aux sociétés MRS, le processus d'intégration progresse comme prévu et conformément au budget global. Comme il ne reste que quelques éléments de l'intégration des sociétés MRS à parachever, B2B Banque se tourne graduellement vers la mise en œuvre de ses plans d'intégration de la Fiducie AGF.

Le ratio d'efficacité ajusté a été de 71,9 % au premier trimestre 2013, par rapport à 72,4 % pour le premier trimestre 2012. Sur la même base ajustée, à 3,5 % d'un trimestre à l'autre, le levier d'exploitation a été positif et était principalement attribuable à l'acquisition de la Fiducie AGF et aux initiatives continues de contrôle des coûts de la Banque. La Banque demeure engagée à tirer parti des deux acquisitions conclues récemment pour accroître la productivité globale et accélérer la croissance des revenus attribuable aux autres revenus et aux produits à marge plus élevée une fois l'intégration achevée.

### **Impôts sur le résultat**

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, les impôts sur le résultat ont été de 9,5 millions \$ et le taux d'imposition effectif, de 21,7 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2012, les impôts sur le résultat s'élevaient à 9,8 millions \$, et le taux d'imposition effectif s'établissait à 24,0 %. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, la diminution du taux d'imposition d'un exercice à l'autre découle du niveau plus élevé de revenus tirés des activités d'assurance et des revenus de dividendes, ainsi que de divers recouvrements d'impôts.

### ***Trimestre clos le 31 janvier 2013 comparativement au trimestre clos le 31 octobre 2012***

Le résultat net a atteint 34,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,12 \$, pour le premier trimestre 2013, par rapport à 45,7 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,51 \$, pour le quatrième trimestre 2012. Le résultat net ajusté a été de 40,4 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,34 \$, comparativement à un résultat net de 36,2 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,17 \$, pour le quatrième trimestre clos le 31 octobre 2012. Comme il a été mentionné précédemment, le résultat dilué par action pour le premier trimestre 2013 comprend une incidence favorable nette de 0,4 million \$ liée aux dividendes sur actions privilégiées, une fois les dividendes sur les actions privilégiées, série 11, pris en compte.

Le revenu total a augmenté, pour s'établir à 213,9 millions \$ au premier trimestre 2013, par rapport à 210,4 millions \$ pour le trimestre précédent, en raison de l'augmentation des autres revenus. Le revenu net d'intérêt, qui est demeuré relativement inchangé séquentiellement, a été de 142,3 millions \$, comparativement à 142,4 millions \$ au quatrième trimestre 2012. Les marges nettes d'intérêt se sont stabilisées à 1,63 %, par rapport à 1,62 % au quatrième trimestre 2012, l'incidence positive des passifs de titrisation à coupon élevé venant à échéance totalisant 0,8 milliard \$ ayant plus que contrebalancé la légère baisse séquentielle des marges sur les prêts et les dépôts.

Les autres revenus ont enregistré une hausse séquentielle de 3,6 millions \$ attribuable principalement à l'augmentation des revenus tirés des opérations de courtage et des commissions sur prêts, lesquels ont été touchés favorablement par l'amélioration des conditions des marchés financiers. De plus, les revenus de trésorerie et de marchés financiers ont aussi progressé, comme il est mentionné précédemment.

Au premier trimestre 2013, la charge d'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis, présentée au poste « Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis », s'est établie à 1,1 million \$, comparativement à une charge de 0,5 million \$ pour le trimestre précédent. Les résultats du quatrième trimestre 2012 comprenaient également un profit de 24,3 millions \$. Voir la note 13 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour de plus amples renseignements sur cet élément.

Au premier trimestre 2013, la provision pour pertes sur prêts s'est maintenue au même niveau très bas, soit 8,0 millions \$. Au cours du premier trimestre 2013, les provisions plus élevées totalisant 3,2 millions \$ établies pour le portefeuille de prêts de la Fiducie AGF ont été partiellement contrebalancées par des règlements favorables et des ajustements nets aux provisions cumulatives établies à l'égard des portefeuilles de prêts à l'investissement et de prêts commerciaux.

Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 161,3 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 165,4 millions \$ pour le quatrième trimestre 2012. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration de 7,6 millions \$ au premier trimestre 2013 et de 8,8 millions \$ au quatrième trimestre 2012, les frais autres que d'intérêt ont enregistré une baisse séquentielle de 2,8 millions \$, baisse largement attribuable à des dépenses non récurrentes engagées au quatrième trimestre 2012.

## Situation financière

### BILAN RÉSUMÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JANVIER 2013	AU 31 OCTOBRE 2012	AU 31 JANVIER 2012
<b>ACTIF</b>			
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	370 789 \$	571 043 \$	622 707 \$
Valeurs mobilières	5 274 099	6 142 961	5 192 491
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	917 007	631 202	639 604
Prêts et acceptations, montant net	26 727 737	26 663 337	22 681 682
Autres actifs	959 058	928 283	784 752
	<b>34 248 690 \$</b>	<b>34 936 826 \$</b>	<b>29 921 236 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
Dépôts	23 767 493 \$	24 041 443 \$	20 701 287 \$
Autres passifs	3 238 870	2 873 563	2 952 430
Dette liée aux activités de titrisation	5 244 311	6 037 097	4 798 554
Dette subordonnée	443 978	443 594	242 987
Capitaux propres	1 554 038	1 541 129	1 225 978
	<b>34 248 690 \$</b>	<b>34 936 826 \$</b>	<b>29 921 236 \$</b>

L'actif au bilan s'élevait à 34,2 milliards \$ au 31 janvier 2013, soit une baisse de 0,7 milliard \$ par rapport à la clôture de l'exercice 2012. Au cours des douze derniers mois, l'actif au bilan a augmenté de 4,3 milliards \$, ou 14 %.

### Liquidités

Les liquidités, y compris la trésorerie, les dépôts auprès d'autres banques, les valeurs mobilières et les valeurs acquises en vertu de conventions de revente, ont totalisé 6,6 milliards \$ au 31 janvier 2013, une baisse de 0,8 milliard \$ comparativement aux liquidités au 31 octobre 2012. Cette baisse découle principalement des actifs de remplacement affectés au remboursement, au cours du trimestre, de la dette liée aux activités de titrisation venue à échéance d'un montant de 0,8 milliard \$. Les liquidités, en pourcentage de l'actif total, ont enregistré une légère baisse, passant de 21 % au 31 octobre 2012 à 19 %.

### Prêts

Les prêts et acceptations bancaires, montant net, ont totalisé 26,7 milliards \$ au 31 janvier 2013, soit le même niveau qu'au 31 octobre 2012, compte tenu du récent ralentissement de la demande de prêts à la consommation. Les prêts personnels ont diminué de 0,2 milliard \$, ou 2 %, depuis le 31 octobre 2012, en raison surtout de la réduction des portefeuilles acquis. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 0,2 milliard \$, ou 1 %, au cours de la période, la demande de prêts hypothécaires s'étant essoufflée en raison de variations saisonnières et du resserrement des règles régissant les prêts hypothécaires qui sont entrées en vigueur au cours du deuxième semestre de 2012. De plus, les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté de 32,0 millions \$, ou 1 %, par rapport au 31 octobre 2012, tandis que les prêts hypothécaires commerciaux ont diminué de 19,9 millions \$, ou 1 %, au cours de la même période en raison du niveau plus élevé de prêts remboursés.

## Dépôts

Les dépôts personnels ont atteint 19,5 milliards \$ au 31 janvier 2013, soit relativement le même niveau qu'au 31 octobre 2012. Les dépôts d'entreprises et autres, qui comprennent les dépôts institutionnels, ont diminué de 0,4 milliard \$ depuis le 31 octobre 2012, pour s'établir à 4,3 milliards \$ au 31 janvier 2013, la Banque ayant réduit le volume des dépôts en gros à prix élevé dans le cadre de sa gestion des liquidités.

La Banque continue de gérer activement ses niveaux de liquidités et de diversifier ses sources de financement. Elle concentre ses efforts sur la collecte de dépôts de particuliers par l'entremise des secteurs d'activité Particuliers et PME-Québec et B2B Banque, qui représentaient 82 % du total des dépôts au 31 janvier 2013.

## Autres passifs

La dette liée aux activités de titrisation s'est établie à 5,2 milliards \$ au 31 janvier 2013, une diminution nette de 0,8 milliard \$ depuis le début de l'exercice compte tenu de l'échéance de deux émissions. Au cours du trimestre, la Banque a également titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 151,1 millions \$, dont une tranche de 51,4 millions \$ a été vendue dans le cadre de l'émission de nouvelles obligations hypothécaires du Canada et une tranche de 99,7 millions \$ a été vendue à titre d'actifs de remplacement. La dette subordonnée totalisait 444,0 millions \$ au 31 janvier 2013, un niveau relativement inchangé par rapport au 31 octobre 2012.

## Capitaux propres

Les capitaux propres se sont élevés à 1 554,0 millions \$ au 31 janvier 2013, comparativement à 1 541,1 millions \$ au 31 octobre 2012. Cette augmentation découle principalement des fonds propres générés en interne ainsi que de l'émission de 117 178 nouvelles actions émises aux termes du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions, et a été contrebalancée légèrement par une diminution du cumul des autres éléments du résultat global. La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat global, a augmenté et s'établissait à 43,43 \$ au 31 janvier 2013, comparativement à 42,81 \$ au 31 octobre 2012. Au 28 février 2013, 28 254 714 actions ordinaires et 30 000 options d'achat d'actions étaient en circulation.

## Gestion du capital

### Nouvelles exigences en matière de fonds propres réglementaires

En décembre 2012, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) a publié la version définitive révisée de la Ligne directrice sur les normes de fonds propres (la « ligne directrice ») fondée sur les lignes directrices sur les fonds propres du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB), que l'on désigne communément sous le nom de Bâle III. Ces nouvelles exigences sont entrées en vigueur en janvier 2013 et, de manière générale, établissent des normes plus strictes en matière d'adéquation des fonds propres. Les institutions sont tenues de respecter des normes de fonds propres minimales axées sur le risque en fonction de leur exposition au risque de crédit, de leurs risques opérationnels et, si elles exercent d'importantes activités de négociation, de leur risque de marché.

La ligne directrice établit les ratios minimums des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres à respectivement 3,5 %, 4,5 % et 8,0 % pour 2013. Ces ratios tiennent compte de l'application progressive de certains ajustements réglementaires pour la période comprise entre 2013 et 2019 et du retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles pour la période comprise entre 2013 et 2022 (la base « transitoire »). À compter de 2014, la ligne directrice prévoit également l'augmentation chaque année des ratios minimums de fonds propres, qui atteindront 7,0 %, 8,5 % et 10,5 % en 2019, y compris une réserve de conservation des fonds propres.

Dans sa ligne directrice, le BSIF a indiqué s'attendre à ce que les institutions de dépôts atteignent des ratios cibles de fonds propres sans prise en compte des dispositions transitoires au moins équivalents à la somme des ratios minimums de 2019 et de la réserve de conservation (la base « tout compris ») tôt au cours de la période de transition, y compris un ratio cible minimum de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 7,0 % d'ici le premier trimestre 2013. La base « tout compris » inclut tous les ajustements réglementaires qui seront requis d'ici 2019, tout en maintenant les règles de retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles. Le BSIF exige également que les institutions financières canadiennes acceptant des dépôts maintiennent un ratio actif/fonds propres.

La ligne directrice fournit des indications additionnelles concernant le traitement des instruments de fonds propres non admissibles et précise que certains instruments de fonds propres ne seront plus entièrement admissibles comme fonds propres à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Les instruments de fonds propres de la Banque, autres que sous forme d'actions ordinaires, sont considérés comme non admissibles selon les règles de Bâle III et sont donc assujettis au retrait progressif, au rythme de 10 % par année, à compter de 2013. Ces instruments de fonds propres, autres que sous forme d'actions ordinaires, comprennent les actions privilégiées, séries 9, 10 et 11, et les billets à moyen terme subordonnés, séries 2010-1 et 2012-1. La Banque a obtenu l'approbation des organismes de réglementation de racheter à leur valeur nominale, le 15 mars 2013, les actions privilégiées, série 9, qui ne sont pas des instruments admissibles selon les règles de Bâle III.

Comme l'indique le tableau ci-après, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio du total des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres, sur une base « transitoire », s'établissaient respectivement à 9,2 %, 10,8 % et 14,3 % au 31 janvier 2013. Sur une base « tout compris », le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres s'établissaient respectivement à 7,5 %, 9,6 % et 13,2 % au 31 janvier 2013. Ces ratios respectent l'ensemble des exigences minimales actuelles.

#### FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

	Bâle III		Bâle II	
	TOUT COMPRIS	TRANSITOIRE	AU 31 OCTOBRE	AU 31 JANVIER
	AU 31 JANVIER	AU 31 JANVIER	2012 <sup>[1]</sup>	2012 <sup>[1]</sup>
En milliers de dollars canadiens, sauf les données en pourcentages (non audité)	2013	2013		
Actions ordinaires	434 312 \$	434 312 \$	428 526 \$	259 492 \$
Réserve pour paiement fondés sur des actions	136	136	227	227
Résultats non distribués	792 669	792 669	774 899	700 037
Cumul des autres éléments du résultat global, excluant les réserves de couverture de flux de trésorerie	11 859	11 859	s. o.	s. o.
Déductions des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	(236 198)	-	s. o.	s. o.
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (A)	1 002 778	1 238 976	s. o.	s. o.
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	272 896	272 896	303 249	210 000
Déductions des fonds propres de catégorie 1	s. o.	(64 077)	(73 841)	(82 067)
Ajustement au titre de la transition aux IFRS	s. o.	s. o.	27 193	108 773
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (B)	272 896	208 819	s. o.	s. o.
Total des fonds propres de catégorie 1 (C)=(A)+(B)	1 275 674	1 447 795	1 460 253	1 196 462
Dette subordonnée	399 429	399 429	443 594	242 987
Provisions cumulatives collectives	79 403	79 403	75 752	79 918
Déductions des fonds propres de catégorie 2	(857)	-	(5 539)	(15 029)
Fonds propres de catégorie 2	477 975	478 832	513 807	307 876
Total des fonds propres réglementaires (D)	1 753 649 \$	1 926 627 \$	1 974 060 \$	1 504 338 \$
Total des actifs pondérés en fonction des risques (E)	13 286 829 \$	13 459 653 \$	13 436 433 \$	11 645 279 \$
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (A/E)	7,5 %	9,2 %	s. o.	s. o.
Ratio total des fonds propres de catégorie 1 (C/E)	9,6 %	10,8 %	10,9 %	10,3 %
Ratio total des fonds propres (D/E)	13,2 %	14,3 %	14,7 %	12,9 %
Ratio actif/fonds propres	s. o.	16,8 x	16,3 x	18,0 x

[1] Les montants sont présentés selon Bâle II comme déposés auprès du BSIF.

## Proposition de nouvelles règles de mesure des liquidités

En décembre 2009, le CBCB a rendu publiques des propositions relatives à de nouvelles exigences en ce qui concerne les liquidités, qui introduisaient de nouvelles normes mondiales en cette matière. Des mises à jour contenant des informations additionnelles ont également été publiées en décembre 2010 et en janvier 2013. Il est actuellement encore trop tôt pour évaluer l'incidence définitive de ces propositions sur les exigences relatives aux liquidités, étant donné que ces propositions ne sont toujours pas finalisées tant à l'échelle internationale (CBCB) qu'à l'échelle nationale (BSIF) et qu'elles sont susceptibles d'être encore modifiées avant l'entrée en vigueur des règlements définitifs. Quoiqu'il en soit, la Banque a entrepris, en 2012, une analyse des écarts visant à mettre en évidence les écarts prévus entre les exigences actuelles en matière de liquidités et les nouvelles exigences en matière de données sur les liquidités et de production de rapports sur les liquidités.

## Dividendes

Le 20 février 2013, le conseil d'administration a annoncé le versement de dividendes réguliers sur les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 8 mars 2013. Au cours de sa réunion tenue le 6 mars 2013, le conseil d'administration a annoncé le versement d'un dividende de 0,49 \$ par action ordinaire, payable le 1<sup>er</sup> mai 2013 aux actionnaires inscrits en date du 1<sup>er</sup> avril 2013.

### DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES ET RATIO DU DIVIDENDE VERSÉ

En dollars canadiens, sauf les ratios du dividende versé (non audité)	TRIMESTRE			
	CLOS LE	POUR LES EXERCICES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,49 \$	1,84 \$	1,62 \$	1,44 \$
Ratio du dividende versé <sup>[1][2]</sup>	43,7 %	37,0 %	34,8 %	31,1 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Le montant pour 2010 est présenté selon les PCGR du Canada antérieurs.

## Gestion des risques

De par la nature de ses activités, la Banque est exposée à divers types de risques. Ces risques sont liés principalement à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer ces risques, des mesures de contrôle, telles que des politiques de gestion des risques et diverses limites de risque, ont été mises en œuvre. L'objectif de ces mesures est d'optimiser le ratio rendement/risques dans tous les secteurs opérationnels de la Banque. De plus amples renseignements sur le cadre de gestion intégrée des risques de la Banque sont fournis dans le rapport annuel 2012.

## Risque de crédit

Les sections suivantes fournissent des renseignements additionnels sur la qualité du crédit des portefeuilles de prêts de la Banque.

### PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
Provisions pour pertes sur prêts			
Prêts personnels	8 058 \$	7 568 \$	6 189 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	1 407	1 416	284
Prêts hypothécaires commerciaux	1 101	(1 929)	888
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	(2 566)	945	2 639
	8 000 \$	8 000 \$	10 000 \$
En pourcentage des prêts et des acceptations moyens	0,12 %	0,12 %	0,18 %

La provision pour pertes sur prêts, qui s'est établie à 8,0 millions \$ au premier trimestre 2013, est demeurée inchangée par rapport à celle du quatrième trimestre 2012, mais a diminué de 2,0 millions \$, ou 20 %, comparativement à celle d'il y a un an, malgré une forte croissance des volumes de prêts. Ce niveau très bas de pertes sur prêts reflète l'excellente qualité du crédit des portefeuilles de prêts de la Banque et le maintien des conditions de crédit favorables sur le marché canadien.

L'augmentation d'un exercice à l'autre de 1,9 million \$ des pertes sur prêts personnels tient compte des pertes subies sur le portefeuille de prêts de la Fiducie AGF, contrebalancées en partie par l'amélioration constatée dans les autres portefeuilles de prêts personnels de B2B Banque. La provision pour pertes sur prêts hypothécaires résidentiels a également augmenté de 1,1 million \$ par rapport à celle du premier trimestre 2012, ce qui témoigne de l'accroissement des volumes de prêts.

Les pertes sur prêts hypothécaires commerciaux et prêts commerciaux se sont maintenues à leur bas niveau au premier trimestre et ont connu séquentiellement une baisse additionnelle combinée de 0,5 million \$, grâce au règlement favorable de 2,0 millions \$ relatif à un seul prêt commercial au premier trimestre 2013. Le niveau toujours très faible des pertes sur prêts continue de témoigner de la qualité du crédit très solide du portefeuille.

#### PRÊTS DOUTEUX

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	AU 31 JANVIER 2013	AU 31 OCTOBRE 2012	AU 31 JANVIER 2012
Prêts douteux, montant brut			
Prêts personnels	21 185 \$	16 863 \$	15 642 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	23 142	21 971	16 127
Prêts hypothécaires commerciaux	36 826	36 672	61 580
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	49 505	52 517	59 414
	<b>130 658</b>	128 023	152 763
Provisions cumulatives individuelles	(45 717)	(47 849)	(62 385)
Provisions cumulatives collectives	(73 204)	(69 693)	(79 918)
Prêts douteux, montant net	<b>11 737 \$</b>	10 481 \$	10 460 \$
Prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations			
Montant brut	<b>0,49 %</b>	0,48 %	0,67 %
Montant net	<b>0,04 %</b>	0,04 %	0,05 %

Les prêts douteux bruts se sont établis à 130,7 millions \$ au 31 janvier 2013, un niveau relativement inchangé par rapport à 128,0 millions \$ au 31 octobre 2012, la qualité du crédit étant demeurée solide au cours du trimestre. La légère augmentation depuis le 31 octobre 2012 découle essentiellement des portefeuilles acquis de prêts personnels et de prêts hypothécaires résidentiels de la Fiducie AGF, contrebalancée par l'amélioration dans les portefeuilles de prêts commerciaux.

Depuis le début de l'exercice, les provisions cumulatives individuelles ont baissé de 2,1 millions \$, pour atteindre 45,7 millions \$. Au cours de la même période, les provisions cumulatives collectives ont augmenté de 3,5 millions \$, pour totaliser 73,2 millions \$, du fait surtout des nouvelles provisions liées au portefeuille de la Fiducie AGF. Les prêts douteux, montant net, se sont élevés à 11,7 millions \$ au 31 janvier 2013, comparativement à un total de 10,5 millions \$ au 31 octobre 2012, et représentaient 0,04 % des prêts et des acceptations, un niveau inchangé par rapport à celui du 31 octobre 2012 qui reflète l'approche prudente en matière de constitution des provisions pour prêts douteux.

## Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut subir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ou les cours boursiers. Ce risque est inhérent aux activités de financement, de placement, de négociation et de gestion de l'actif et du passif (« GAP ») de la Banque.

Les activités de GAP visent à contrôler le risque structurel de taux d'intérêt, qui correspond à l'incidence négative potentielle des fluctuations défavorables des taux d'intérêt sur les revenus et la valeur économique de la Banque. La gestion dynamique du risque structurel vise à maximiser la rentabilité de la Banque, tout en préservant la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des fluctuations marquées des taux d'intérêt. Au 31 janvier 2013, l'effet d'une augmentation soudaine et soutenue de 1 % de l'ensemble de la courbe des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et sur le revenu net d'intérêt avant impôts se traduisait comme suit :

### ANALYSE DE SENSIBILITÉ DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT STRUCTUREL

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JANVIER	AU 31 OCTOBRE
	2013	2012
Augmentation du revenu net d'intérêt avant impôts au cours des 12 prochains mois	16 754 \$	16 701 \$
Diminution de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (déduction faite des impôts sur le résultat)	(15 530) \$	(19 710) \$

Comme le montre le tableau ci-dessus, la Banque a maintenu sa sensibilité à court terme en matière de GAP par rapport au 31 octobre 2012. Ces résultats reflètent les efforts de la direction pour tirer parti des fluctuations des taux d'intérêt à court terme et à long terme, tout en maintenant la sensibilité à ces fluctuations dans les limites de risque approuvées.



## Information sectorielle

Cette section fournit un aperçu des activités de la Banque, selon sa structure organisationnelle. Les services aux particuliers, aux entreprises, aux intermédiaires financiers et aux clients institutionnels sont offerts par l'intermédiaire des secteurs d'activité suivants :

- Particuliers et PME-Québec
- Immobilier et Commercial
- B2B Banque
- Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux
- Autres

## Particuliers et PME-Québec

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)			
Revenu net d'intérêt	76 855 \$	75 792 \$	78 725 \$
Autres revenus	35 436	35 234	31 803
Revenu total	112 291	111 026	110 528
Provisions pour pertes sur prêts	6 066	6 433	6 216
Frais autres que d'intérêt	92 981	93 359	91 260
Résultat avant impôts sur le résultat	13 244	11 234	13 052
Impôts sur le résultat	2 034	1 941	2 631
Résultat net	11 210 \$	9 293 \$	10 421 \$
Ratio d'efficacité <sup>[1]</sup>	82,8 %	84,1 %	82,6 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur Particuliers et PME-Québec au résultat net a été de 11,2 millions \$ au premier trimestre 2013, une augmentation de 8 % par rapport à 10,4 millions \$ au premier trimestre 2012.

Le revenu total a augmenté, pour passer de 110,5 millions \$ au premier trimestre 2012 à 112,3 millions \$ au premier trimestre 2013, la croissance des autres revenus ayant contrebalancé la diminution du revenu net d'intérêt. Le revenu net d'intérêt a diminué de 1,9 million \$, tandis que l'accroissement considérable des volumes de prêts et de dépôts d'un exercice à l'autre, notamment dans les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels, de marges de crédit hypothécaire et de prêts aux PME, n'a pas compensé entièrement la baisse de la marge nette d'intérêt attribuable au contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt. Les autres revenus ont augmenté de 11 %, passant de 31,8 millions \$ au premier trimestre 2012 à 35,4 millions \$ pour la période correspondante de 2013, ce qui s'explique principalement par la hausse des frais sur les dépôts ainsi que par celle des revenus tirés de la vente de fonds communs de placement attribuables à l'accroissement des ventes nettes et au redressement des marchés boursiers depuis l'exercice précédent. Les revenus plus élevés tirés des services de cartes attribuables à l'activité commerciale accrue ont également contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre.

Les pertes sur prêts ont légèrement diminué, passant de 6,2 millions \$ au premier trimestre 2012 à 6,1 millions \$ au premier trimestre 2013. Cette diminution tient compte des provisions moins élevées pour le portefeuille de prêts aux PME en raison de l'amélioration généralisée, contrebalancées en partie par les provisions plus importantes requises pour les portefeuilles de prêts personnels et de prêts hypothécaires résidentiels. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1,7 million \$, ou 2 %, passant de 91,3 millions \$ au premier trimestre 2012 à 93,0 millions \$ au premier trimestre 2013. La hausse des salaires découlant des augmentations régulières et de l'embauche d'effectifs pour accroître la force de vente de PME-Québec et celle des coûts des régimes de retraite ont surtout contribué à cette augmentation, et ont été atténuées en partie par les restructurations réalisées en 2012 qui ont permis de réduire l'effectif des services bancaires de détail. Le ratio d'efficacité, qui était de 82,8 % au premier trimestre 2013, est demeuré relativement inchangé d'un exercice à l'autre, mais s'est amélioré sur une base séquentielle.

## Immobilier et Commercial

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)			
Revenu net d'intérêt	21 555 \$	21 833 \$	22 212 \$
Autres revenus	8 086	7 646	8 006
Revenu total	29 641	29 479	30 218
Provisions pour pertes sur prêts	(1 464)	(2 040)	2 851
Frais autres que d'intérêt	8 414	8 586	7 756
Résultat avant impôts sur le résultat	22 691	22 933	19 611
Impôts sur le résultat	6 059	6 204	5 305
Résultat net	16 632 \$	16 729 \$	14 306 \$
Ratio d'efficacité <sup>[1]</sup>	28,4 %	29,1 %	25,7 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au résultat net, a augmenté de 2,3 millions \$, ou 16 %, et s'est établie à 16,6 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 14,3 millions \$ au premier trimestre 2012.

Le revenu total a diminué de 0,6 million \$, passant de 30,2 millions \$ au premier trimestre 2012 à 29,6 millions \$ au premier trimestre 2013. Cette diminution s'explique principalement par une baisse du revenu net d'intérêt, lequel a subi l'incidence de la compression des marges et du niveau plus élevé des remboursements de prêts commerciaux au premier trimestre 2013. Les autres revenus sont demeurés relativement inchangés par rapport à ceux de l'exercice précédent, l'augmentation des commissions ayant été en partie contrebalancée par la baisse des revenus tirés des transactions de change découlant de la stabilité continue du marché du change. Les pertes sur prêts se sont améliorées, donnant lieu à un crédit net de 1,5 million \$ au premier trimestre 2013, comparativement à une perte de 2,9 millions \$ au premier trimestre 2012, soit une baisse de 4,3 millions \$ d'un exercice à l'autre. Au cours du trimestre, le secteur d'activité a été avantagé par un règlement favorable de 2,0 millions \$ relatif à un seul prêt commercial ainsi que par les conditions de crédit toujours très bonnes au Canada. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 0,7 million \$, pour s'établir à 8,4 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 7,8 millions \$ au premier trimestre 2012, en raison essentiellement des hausses régulières de salaires et des frais répartis plus élevés d'un exercice à l'autre.

## B2B Banque

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)			
Revenu net d'intérêt	48 397 \$	49 821 \$	30 964 \$
Autres revenus	9 056	8 923	8 143
Revenu total	57 453	58 744	39 107
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	(1 056)	23 795	-
Provisions pour pertes sur prêts	3 398	3 607	933
Frais autres que d'intérêt	32 960	35 259	23 422
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres <sup>[1]</sup>	7 557	8 830	2 660
Résultat avant impôts sur le résultat	12 482	34 843	12 092
Impôts sur le résultat	3 315	9 650	3 221
Résultat net	9 167 \$	25 193 \$	8 871 \$
Résultat net ajusté <sup>[2]</sup>	15 495 \$	15 694 \$	10 828 \$
Ratio d'efficacité <sup>[2]</sup>	70,5 %	75,1 %	66,7 %
Ratio d'efficacité ajusté <sup>[2]</sup>	57,4 %	60,0 %	59,9 %

[1] Frais d'intégration liés à l'acquisition des sociétés MRS et de la Fiducie AGF.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur d'activité B2B Banque au résultat net ajusté s'est établie à 15,5 millions \$ au premier trimestre 2013, une hausse de 4,7 millions \$, ou 43 %, par rapport à une contribution de 10,8 millions \$ au premier trimestre 2012. Le résultat net comme présenté pour le premier trimestre 2013 a été de 9,2 millions \$, comparativement à 8,9 millions \$ il y a un an. L'amélioration provient de l'ajout du résultat net de la Fiducie AGF, qui a totalisé 5,6 millions \$ au premier trimestre 2013, en baisse par rapport à un résultat net élevé de 7,3 millions \$ au quatrième trimestre 2012. Les revenus de 19,8 millions \$ et les pertes sur prêts de 3,2 millions \$ sont demeurés relativement inchangés d'un trimestre à l'autre, tandis que les frais et les impôts, respectivement de 9,0 millions \$ et 2,0 millions \$ au premier trimestre 2013, ont enregistré une augmentation combinée de 1,3 million \$ attribuable à des éléments favorables non récurrents comptabilisés au quatrième trimestre 2012.

Le revenu total a augmenté, pour atteindre 57,5 millions \$ au premier trimestre 2013, par rapport à 39,1 millions \$ pour le premier trimestre 2012. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 17,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 48,4 millions \$ au premier trimestre 2013, du fait surtout des volumes de prêts et de dépôts plus élevés liés à l'acquisition de la Fiducie AGF. Au cours de la même période, les autres revenus ont également augmenté de 0,9 million \$, pour atteindre 9,1 millions \$ au premier trimestre 2013, ce qui s'explique principalement par la contribution de la Fiducie AGF et, dans une moindre mesure, par le fait que des frais de comptes d'investissement de B2B Banque Services de courtiers ont été tirés pendant 15 jours de plus en 2013.

Comme il a été mentionné précédemment, la charge d'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis, présentée au poste « Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis », s'est établie à 1,1 million \$ au premier trimestre 2013, comparativement à une charge de 0,5 million \$ pour le quatrième trimestre 2012. Les résultats du quatrième trimestre 2012 comprenaient également un profit de 24,3 millions \$. Voir la note 13 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour de plus amples renseignements sur cet élément.

Les pertes sur prêts ont augmenté, pour passer de 0,9 million \$ au premier trimestre 2012 à 3,4 millions \$ au premier trimestre 2013, ce qui s'explique essentiellement par une provision de 3,2 millions \$ liée aux portefeuilles de la Fiducie AGF, contrebalancée en partie par une incidence favorable de 1,2 million \$ sur les pertes sur prêts dans le portefeuille de prêts à l'investissement garantis de B2B Banque attribuable au redressement des marchés boursiers.

Comme l'indique le tableau précédent, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 9,5 millions \$ au premier trimestre 2013, pour s'établir à 33,0 millions \$, comparativement à 23,4 millions \$ au premier trimestre 2012. Cette augmentation tient compte des dépenses d'exploitation courantes de 9,0 millions \$ liées à la Fiducie AGF. Par ailleurs, les frais ont augmenté de 0,6 million \$, ou 2 %, d'un exercice à l'autre, du fait principalement de la hausse des frais répartis, des salaires et des coûts des régimes de retraite, laquelle a été partiellement contrebalancée par les synergies de coûts réalisées relativement aux sociétés MRS. Au premier trimestre 2013, les frais liés aux transactions et d'intégration ont totalisé 7,6 millions \$, dont un montant de 5,9 millions \$ était lié aux salaires, aux TI et aux honoraires professionnels engagés pour réaliser l'intégration des sociétés MRS, et un montant de 1,7 million \$ pour entreprendre l'intégration de la Fiducie AGF.

## Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)			
Revenu total	17 083 \$	15 726 \$	14 655 \$
Frais autres que d'intérêt	13 474	12 081	12 160
Résultat avant impôts sur le résultat	3 609	3 645	2 495
Impôts sur le résultat	928	953	620
Résultat net	2 681 \$	2 692 \$	1 875 \$
Ratio d'efficacité <sup>[1]</sup>	78,9 %	76,8 %	83,0 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur d'activité Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marché des capitaux au résultat net a augmenté, pour s'établir à 2,7 millions \$ au premier trimestre 2013, par rapport à 1,9 million \$ au premier trimestre 2012.

Le revenu total a augmenté de 17 %, pour atteindre 17,1 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 14,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2012. Au cours du premier trimestre 2013, le secteur d'activité a tiré parti des occasions de croissance sur les marchés de la souscription de titres à revenu fixe et d'actions, et ses activités de négociation et de courtage aux particuliers ont été avantagées par le fait que les conditions de marché étaient plus favorables qu'il y a un an. L'augmentation de 1,3 million \$ des frais autres que d'intérêt, qui se sont établis à 13,5 millions \$ au premier trimestre 2013, est principalement attribuable à la hausse de la rémunération liée à la performance, des commissions et des frais de transaction qui était conforme à celle des revenus tirés des marchés.

## Autres

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens (non audité)			
Revenu net d'intérêt	(5 144) \$	(6 255) \$	(1 781) \$
Autres revenus	2 590	1 676	1 017
Revenu total	(2 554)	(4 579)	(764)
Frais autres que d'intérêt	5 928	7 262	5 762
Résultat avant impôts sur le résultat	(8 482)	(11 841)	(6 526)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	(2 882)	(3 619)	(2 015)
Perte nette	(5 600) \$	(8 222) \$	(4 511) \$

Le secteur Autres a affiché une contribution négative de 5,6 millions \$ au résultat net pour le premier trimestre 2013, comparativement à une contribution négative de 4,5 millions \$ pour le premier trimestre 2012.

Le revenu net d'intérêt a diminué, pour s'établir à un montant négatif de 5,1 millions \$ au premier trimestre 2013, par rapport à un montant négatif de 1,8 million \$ au premier trimestre 2012, par suite principalement du niveau toujours élevé de liquidités à rendement plus faible et du positionnement sur le marché moins favorable qu'il y a un an. Les autres revenus ont augmenté de 2,6 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 1,0 million \$ au premier trimestre 2012, et se rapportent surtout aux profits réalisés lors de la vente de valeurs mobilières dans le cadre des activités de trésorerie.

Les frais autres que d'intérêt ont enregistré une légère hausse, pour atteindre 5,9 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 5,8 millions \$ en 2012. La hausse était largement attribuable à l'augmentation de la charge de rémunération fondée sur des actions, contrebalancée en partie par des ajustements favorables relativement au règlement de différends liés à des contrats de TI au premier trimestre 2013.

## Données financières supplémentaires – Résultats trimestriels

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JUILLET 2012	30 AVRIL 2012	31 JANVIER 2012	31 OCTOBRE 2011	31 JUILLET 2011	30 AVRIL 2011
Revenu total	213 914 \$	210 396 \$	193 833 \$	198 670 \$	193 744 \$	182 422 \$	185 833 \$	183 237 \$
Résultat net	34 090 \$	45 685 \$	29 998 \$	33 863 \$	30 962 \$	26 709 \$	29 072 \$	31 016 \$
Résultat par action								
de base	1,12 \$	1,51 \$	1,06 \$	1,22 \$	1,16 \$	0,99 \$	1,09 \$	1,17 \$
dilué	1,12 \$	1,51 \$	1,06 \$	1,22 \$	1,16 \$	0,99 \$	1,08 \$	1,17 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>[1]</sup>	10,3 %	14,2 %	10,1 %	12,0 %	11,5 %	9,9 %	11,2 %	12,7 %
Actif au bilan (en millions de dollars)	34 249 \$	34 937 \$	31 416 \$	30 708 \$	29 921 \$	28 963 \$	28 239 \$	27 896 \$
<b>Résultats et mesures ajustées</b>								
Résultat net ajusté <sup>[1]</sup>	40 418 \$	36 186 \$	35 253 \$	36 302 \$	32 919 \$	33 375 \$	29 072 \$	31 016 \$
Résultat dilué par action ajusté <sup>[1]</sup>	1,34 \$	1,17 \$	1,27 \$	1,31 \$	1,24 \$	1,26 \$	1,08 \$	1,17 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté <sup>[1]</sup>	12,2 %	10,9 %	12,1 %	13,0 %	12,4 %	12,7 %	11,2 %	12,7 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

## Méthodes comptables

Un sommaire des principales méthodes comptables auxquelles se conforme la Banque est présenté aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2012. Une analyse des méthodes et estimations comptables critiques qui portent sur les principaux montants comptabilisés dans les états financiers consolidés ou sur lesquels la direction doit porter un jugement figure aux pages 74 à 76 du rapport annuel 2012. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le premier trimestre 2013 ont été préparés conformément à ces méthodes comptables.

## Modifications de méthodes comptables à venir

L'IASB a publié de nouvelles normes et des modifications des normes existantes sur les instruments financiers, la consolidation, l'évaluation de la juste valeur, les avantages du personnel, la compensation et la présentation des autres éléments du résultat global. Ces modifications de méthodes comptables à venir s'appliqueront pour la Banque à divers exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013, au plus tôt. La Banque évalue en ce moment l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers. La note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités contient des renseignements supplémentaires sur les nouvelles normes et les modifications des normes existantes.

## Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière

En vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières, la direction a limité la portée de l'évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information et a exclu les contrôles, les politiques et les procédures de la Fiducie AGF, acquise par la Banque le 1<sup>er</sup> août 2012. Les résultats de la Fiducie AGF sont inclus dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Banque pour la période close le 31 janvier 2013. La Fiducie AGF représentait environ 10 % de l'actif total, 9 % du passif total, 9 % du revenu total et 16 % du résultat net total au 31 janvier 2013 et pour le trimestre clos à cette date.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus de la Banque relatifs au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le conseil d'administration et le comité d'audit de la Banque Laurentienne ont examiné ce document avant sa diffusion.

## Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance. Les mesures financières de la Banque non conformes aux PCGR sont définies comme suit :

### Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure de rentabilité calculée comme le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat global.

### Valeur comptable de l'action ordinaire

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque est définie comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat global, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

### Marge nette d'intérêt

La marge nette d'intérêt est le ratio du revenu net d'intérêt sur l'actif total moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

### Ratio d'efficacité et levier d'exploitation

La Banque utilise le ratio d'efficacité comme mesure de la productivité et du contrôle des coûts. Ce ratio est défini comme les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total. La Banque utilise également le levier d'exploitation comme mesure d'efficacité. Le levier d'exploitation est l'écart entre le taux de croissance du revenu total et celui des frais autres que d'intérêt.

### Ratio du dividende versé

Le ratio du dividende versé est défini comme les dividendes déclarés par action ordinaire en pourcentage du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires.

### Rendement de l'action

Le rendement de l'action est défini comme le quotient obtenu en divisant les dividendes par action ordinaire par le cours de clôture de l'action ordinaire.

### Mesures ajustées selon les PCGR et non conformes aux PCGR

Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement, qui sont présentés dans le tableau qui figure à la rubrique « Éléments d'ajustement ».

La majorité des éléments d'ajustement ont trait aux profits et aux dépenses découlant des acquisitions. Le profit d'acquisition et l'amortissement connexe de la prime nette sur les instruments financiers acquis sont considérés comme des éléments d'ajustement puisque la direction considère qu'ils représentent des ajustements importants sans effet de trésorerie et qu'ils ne sont pas récurrents. Les frais liés aux transactions et d'intégration relatifs aux sociétés MRS et à la Fiducie AGF ont été désignés comme étant des éléments d'ajustement en raison de l'importance des montants et du fait que certains de ces frais ont été engagés dans le but de générer des avantages au cours de périodes futures.

# Banque Laurentienne du Canada

## États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Au 31 janvier 2013 et pour la période close à cette date

### Table des matières

Bilan consolidé.....	24
État du résultat consolidé.....	25
État du résultat global consolidé.....	26
État de la variation des capitaux propres consolidé.....	27
État des flux de trésorerie consolidé.....	28
Notes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires.....	29
1. Information générale.....	29
2. Normes de présentation.....	29
3. Modifications de méthodes comptables à venir.....	30
4. Valeurs mobilières.....	31
5. Prêts.....	32
6. Titrisation de prêts.....	35
7. Capital-actions.....	36
8. Paiements fondés sur des actions.....	38
9. Avantages postérieurs à l'emploi.....	39
10. Information additionnelle sur les autres éléments du résultat global.....	39
11. Information additionnelle sur les instruments financiers.....	40
12. Information sectorielle.....	40
13. Regroupements d'entreprises.....	42

## Bilan consolidé

En milliers de dollars canadiens (non audité)	NOTES	AU 31 JANVIER 2013	AU 31 OCTOBRE 2012	AU 31 JANVIER 2012
<b>ACTIF</b>				
<b>Trésorerie et dépôts non productifs</b>				
<b>d'intérêts auprès d'autres banques</b>		<b>87 821 \$</b>	<b>90 860 \$</b>	<b>85 426 \$</b>
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques</b>		<b>282 968</b>	<b>480 183</b>	<b>537 281</b>
<b>Valeurs mobilières</b>				
	4			
Disponibles à la vente		2 280 867	2 822 588	1 998 154
Détenues jusqu'à l'échéance		862 588	1 446 751	1 058 491
Détenues à des fins de transaction		2 130 644	1 873 622	2 135 846
		<b>5 274 099</b>	<b>6 142 961</b>	<b>5 192 491</b>
<b>Valeurs acquises en vertu de conventions de revente</b>				
		<b>917 007</b>	<b>631 202</b>	<b>639 604</b>
<b>Prêts</b>				
	5 et 6			
Personnels		7 654 648	7 806 067	6 064 020
Hypothécaires résidentiels		14 374 220	14 169 095	12 124 453
Hypothécaires commerciaux		2 423 742	2 443 634	2 435 219
Commerciaux et autres		2 183 805	2 150 953	1 994 040
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		210 243	211 130	206 253
		<b>26 846 658</b>	<b>26 780 879</b>	<b>22 823 985</b>
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts		<b>(118 921)</b>	<b>(117 542)</b>	<b>(142 303)</b>
		<b>26 727 737</b>	<b>26 663 337</b>	<b>22 681 682</b>
<b>Autres</b>				
Dérivés		131 470	167 643	229 247
Immobilisations corporelles		72 556	71 871	63 957
Logiciels et autres immobilisations incorporelles		159 307	159 973	136 534
Goodwill		64 077	64 077	64 077
Actif d'impôt différé		15 353	4 751	2 724
Autres actifs		516 295	459 968	288 213
		<b>959 058</b>	<b>928 283</b>	<b>784 752</b>
		<b>34 248 690 \$</b>	<b>34 936 826 \$</b>	<b>29 921 236 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>				
<b>Dépôts</b>				
Personnels		19 474 971 \$	19 369 310 \$	16 254 742 \$
Entreprises, banques et autres		4 292 522	4 672 133	4 446 545
		<b>23 767 493</b>	<b>24 041 443</b>	<b>20 701 287</b>
<b>Autres</b>				
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert		1 714 803	1 349 932	1 349 022
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		291 775	244 039	360 622
Acceptations		210 243	211 130	206 253
Dérivés		92 926	100 867	141 754
Passif d'impôt différé		24 922	16 128	1 984
Autres passifs		904 201	951 467	892 795
		<b>3 238 870</b>	<b>2 873 563</b>	<b>2 952 430</b>
<b>Dette liée aux activités de titrisation</b>	6	<b>5 244 311</b>	<b>6 037 097</b>	<b>4 798 554</b>
<b>Dette subordonnée</b>		<b>443 978</b>	<b>443 594</b>	<b>242 987</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Actions privilégiées	7	303 078	303 249	205 527
Actions ordinaires	7	434 312	428 526	252 601
Réserve pour paiements fondés sur des actions	8	136	227	227
Résultats non distribués		792 669	774 899	711 401
Cumul des autres éléments du résultat global		23 843	34 228	56 222
		<b>1 554 038</b>	<b>1 541 129</b>	<b>1 225 978</b>
		<b>34 248 690 \$</b>	<b>34 936 826 \$</b>	<b>29 921 236 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.



## État du résultat consolidé

		POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
		31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)		2013	2012	2012
	NOTES			
<b>Revenu d'intérêt</b>				
Prêts		276 870 \$	280 762 \$	245 083 \$
Valeurs mobilières		17 128	17 250	18 891
Dépôts auprès d'autres banques		914	1 544	1 024
Autres, incluant les dérivés		13 453	14 529	15 697
		<b>308 365</b>	<b>314 085</b>	<b>280 695</b>
<b>Frais d'intérêt</b>				
Dépôts		121 423	124 926	107 673
Dette liée aux activités de titrisation		40 225	43 809	39 672
Dette subordonnée		4 024	2 654	2 403
Autres, incluant les dérivés		349	285	318
		<b>166 021</b>	<b>171 674</b>	<b>150 066</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>				
		<b>142 344</b>	<b>142 411</b>	<b>130 629</b>
<b>Autres revenus</b>				
Frais et commissions sur prêts et dépôts		31 330	30 263	28 511
Revenus tirés des activités de courtage		16 522	14 386	13 549
Revenus tirés des comptes d'investissement		7 858	7 440	6 801
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement		5 140	4 731	4 329
Revenus de trésorerie et de marchés financiers		5 341	4 563	4 714
Revenus d'assurance crédit		3 395	4 415	3 770
Autres revenus		1 984	2 187	1 441
		<b>71 570</b>	<b>67 985</b>	<b>63 115</b>
<b>Revenu total</b>				
		<b>213 914</b>	<b>210 396</b>	<b>193 744</b>
<b>Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis</b>				
	13	(1 056)	23 795	-
<b>Provisions pour pertes sur prêts</b>				
	5	8 000	8 000	10 000
<b>Frais autres que d'intérêt</b>				
Salaires et avantages du personnel		89 380	87 112	77 032
Frais d'occupation de locaux et technologie		38 881	39 111	37 166
Autres		25 496	30 324	26 162
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres	13	7 557	8 830	2 660
		<b>161 314</b>	<b>165 377</b>	<b>143 020</b>
<b>Résultat avant impôts sur le résultat</b>				
		<b>43 544</b>	<b>60 814</b>	<b>40 724</b>
Impôts sur le résultat		9 454	15 129	9 762
<b>Résultat net</b>				
		<b>34 090 \$</b>	<b>45 685 \$</b>	<b>30 962 \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes				
		2 533	3 273	3 166
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>				
		<b>31 557 \$</b>	<b>42 412 \$</b>	<b>27 796 \$</b>
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)				
de base		28 169	28 118	23 925
dilué		28 182	28 135	23 943
Résultat par action				
de base		1,12 \$	1,51 \$	1,16 \$
dilué		1,12 \$	1,51 \$	1,16 \$
Dividendes déclarés par action				
Actions ordinaires		0,49 \$	0,47 \$	0,45 \$
Actions privilégiées - série 9		0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$
Actions privilégiées - série 10		0,33 \$	0,33 \$	0,33 \$
Actions privilégiées - série 11		0,16 \$	- \$	s. o.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

## État du résultat global consolidé

En milliers de dollars canadiens (non audité)	NOTES	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
		31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
<b>Résultat net</b>		<b>34 090 \$</b>	45 685 \$	30 962 \$
<b>Autres éléments du résultat global, nets d'impôts</b>	10			
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés à l'état du résultat				
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente		1 116	307	(1 483)
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente		(1 458)	(831)	(321)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(10 043)	(3 577)	(7 564)
		<b>(10 385)</b>	(4 101)	(9 368)
<b>Résultat global</b>		<b>23 705 \$</b>	41 584 \$	21 594 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

## État de la variation des capitaux propres consolidé

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 JANVIER 2013							
	ACTIONS PRIVILÉGIÉES (note 7)	ACTIONS ORDINAIRES (note 7)	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (note 10)			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (note 8)	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
				VALEURS	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
				MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE				
Solde au 31 octobre 2012	303 249 \$	428 526 \$	774 899 \$	12 201 \$	22 027 \$	34 228 \$	227 \$	1 541 129 \$
Résultat net			34 090					34 090
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts)								
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				1 116		1 116		1 116
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(1 458)		(1 458)		(1 458)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					(10 043)	(10 043)		(10 043)
Résultat global			34 090	(342)	(10 043)	(10 385)		23 705
Émission d'actions	(171)	5 786					(91)	5 524
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(2 533)					(2 533)
Actions ordinaires			(13 787)					(13 787)
Solde au 31 janvier 2013	303 078 \$	434 312 \$	792 669 \$	11 859 \$	11 984 \$	23 843 \$	136 \$	1 554 038 \$

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 JANVIER 2012							
	ACTIONS PRIVILÉGIÉES (note 7)	ACTIONS ORDINAIRES (note 7)	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (note 10)			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (note 8)	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
				VALEURS	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
				MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE				
Solde au 31 octobre 2011	205 527 \$	252 601 \$	694 371 \$	22 216 \$	43 374 \$	65 590 \$	227 \$	1 218 316 \$
Résultat net			30 962					30 962
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts)								
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(1 483)		(1 483)		(1 483)
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(321)		(321)		(321)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					(7 564)	(7 564)		(7 564)
Résultat global			30 962	(1 804)	(7 564)	(9 368)		21 594
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(3 166)					(3 166)
Actions ordinaires			(10 766)					(10 766)
Solde au 31 janvier 2012	205 527 \$	252 601 \$	711 401 \$	20 412 \$	35 810 \$	56 222 \$	227 \$	1 225 978 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

## État des flux de trésorerie consolidé

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens (non audité)			
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>			
Résultat net	34 090 \$	45 685 \$	30 962 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :			
Provisions pour pertes sur prêts	8 000	8 000	10 000
Profit net sur cession de valeurs mobilières disponibles à la vente	(1 994)	(1 289)	(542)
Profit sur vente de prêts hypothécaires commerciaux	-	(92)	-
Impôt différé	1 867	30 424	(10 629)
Amortissement des immobilisations corporelles	3 665	3 600	3 010
Amortissement des logiciels et d'autres immobilisations incorporelles	8 904	8 725	7 676
Profit d'acquisition	-	(24 337)	-
Variation des actifs et des passifs d'exploitation :			
Variation des prêts	(71 792)	(196 868)	(413 447)
Variation des valeurs mobilières à la juste valeur par le biais du résultat net	(257 022)	369 739	46 123
Variation des intérêts courus à recevoir	8 613	(19 088)	11 686
Variation des actifs dérivés	36 173	24 823	(986)
Variation des dépôts	(273 950)	(344 751)	(40 534)
Variation des intérêts courus à payer	(57 010)	122 753	(59 045)
Variation des engagements au titre des valeurs vendues à découvert	364 871	(169 173)	(122 232)
Variation des passifs dérivés	(7 941)	(15 299)	11 785
Autres, montant net	(62 211)	(182 835)	50 254
	<b>(265 737)</b>	<b>(339 983)</b>	<b>(475 919)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>			
Variation des acceptations	(887)	(20 914)	27 113
Variation des engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	47 736	(173 923)	323 852
Variation de la dette liée aux activités de titrisation	(792 786)	227 365	37 707
Produit net de l'émission de dette subordonnée	-	199 300	-
Rachat de la dette subordonnée d'une filiale	-	(109 500)	(20 000)
Produit net de l'émission d'actions privilégiées	(171)	97 722	-
Rachat des actions privilégiées d'une filiale	-	(64 000)	-
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	680	114 982	-
Dividendes payés	(16 795)	(16 489)	(13 932)
	<b>(762 223)</b>	<b>254 543</b>	<b>354 740</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>			
Variation des valeurs mobilières disponibles à la vente			
Acquisitions	(359 554)	(1 650 456)	(106 961)
Produit à la vente et à l'échéance	901 764	1 165 905	360 006
Variation des valeurs détenues jusqu'à l'échéance			
Acquisitions	(6 138)	(602 108)	(555 214)
Produit à l'échéance	590 301	134 525	382 545
Produit de la vente de prêts hypothécaires commerciaux	-	8 582	-
Variation des valeurs acquises en vertu de conventions de revente	(285 805)	542 502	80 713
Acquisitions d'immobilisations corporelles et de logiciels	(12 862)	(24 735)	(12 223)
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	197 215	759 139	174 832
Montant en espèces versé au titre des regroupements d'entreprises	-	(246 341)	(198 693)
	<b>1 024 921</b>	<b>87 013</b>	<b>125 005</b>
Variation nette de la trésorerie et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(3 039)	1 573	3 826
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	90 860	89 287	81 600
<b>Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période</b>	<b>87 821 \$</b>	<b>90 860 \$</b>	<b>85 426 \$</b>
<b>Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :</b>			
Intérêts versés au cours de la période	223 778 \$	142 981 \$	211 083 \$
Intérêts reçus au cours de la période	320 619	296 679	300 892
Dividendes reçus au cours de la période	1 419	1 627	1 839
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	17 673 \$	9 243 \$	14 200 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

## Notes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires

Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire (non audité)

### 1. Information générale

La Banque Laurentienne du Canada et ses filiales (la Banque Laurentienne ou la Banque) offrent des services bancaires aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises, de même qu'aux conseillers indépendants partout au Canada. Elle offre également des services de courtage de plein exercice. La Banque Laurentienne est la société mère ultime du groupe. La Banque est une banque à charte de l'annexe 1 de la *Loi sur les banques* (Canada) et a son siège social à Montréal, au Canada. Les actions ordinaires de la Banque Laurentienne (symbole boursier : LB) sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (états financiers) de la période close le 31 janvier 2013 ont reçu l'approbation du conseil d'administration aux fins de publication le 6 Mars 2013.

### 2. Normes de présentation

Ces états financiers ont été préparés conformément à la *Loi sur les banques* qui prévoit que, sauf indication contraire du Surintendant des institutions financières (BSIF) Canada, les états financiers doivent être dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada actuels. Ces états financiers sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) émises par l'International Accounting Standards Board (IASB) conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Les présents états financiers doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 préparés selon les IFRS. Certaines informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels préparés selon les IFRS ont été incluses dans les présents états financiers. Les méthodes comptables décrites dans la Note 3 des états financiers consolidés audités ont été appliquées uniformément pour toutes les périodes présentées dans les présents états financiers, à l'exception des modifications de méthodes comptables présentées ci-après.

#### Modifications de méthodes comptables

##### *IAS 1, Présentation des états financiers*

En juin 2011, l'IASB a publié des modifications qui ont été apportées à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, qui exigent que les entités regroupent les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global en fonction du fait qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés ultérieurement à l'état du résultat consolidé et les éléments qui ne seront pas reclassés à l'état du résultat consolidé. Les modifications à l'IAS 1 sont en vigueur pour les exercices ouverts depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012. Les modifications ont été adoptées rétroactivement par la Banque le 1<sup>er</sup> novembre 2012. Puisque les modifications ont trait aux exigences en matière d'informations à fournir, elles n'ont pas d'incidence sur les résultats ni sur la situation financière de la Banque.

#### Utilisation d'estimations et de jugement

La préparation des états financiers selon les IFRS exige de la Banque qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses ayant une incidence sur la valeur comptable des actifs et des passifs à la date du bilan, des revenus et d'autres informations connexes. La direction a mis en œuvre et maintient des contrôles et procédures pour s'assurer que ces estimations sont bien contrôlées, revues et appliquées uniformément au fil du temps. La direction croit que les estimations de la valeur des actifs et des passifs de la Banque sont appropriées.

### 3. Modifications de méthodes comptables à venir

La section qui suit présente les normes comptables qui ont été publiées mais qui ne sont pas encore en vigueur. La Banque évalue en ce moment l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers.

#### **IFRS 9, Instruments financiers**

En novembre 2009, l'IASB a publié, puis modifié en octobre 2010, l'IFRS 9, *Instruments financiers*, dans le cadre de la première phase de son projet en cours visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9, qui doit être appliquée rétrospectivement, est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, soit à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2015 pour la Banque. Elle contient de nouvelles exigences sur la manière dont une entité doit classer et évaluer les actifs et les passifs financiers qui font partie du champ d'application de l'IAS 39.

Selon la norme, tous les actifs financiers doivent être classés, d'après le modèle d'affaires de l'entité en matière de gestion des actifs financiers et selon les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachées aux actifs financiers, dans l'une des trois catégories suivantes : évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des capitaux propres.

Les passifs financiers seront classés dans les mêmes catégories définies par l'IAS 39; toutefois, l'évaluation des passifs financiers selon l'option à la juste valeur a été modifiée au niveau du propre risque de crédit de l'entité.

#### **IFRS 10, États financiers consolidés, IFRS 11, Partenariats, et IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts dans d'autres entités**

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, l'IFRS 11, *Partenariats*, et l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts dans d'autres entités*, qui seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, soit à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013 pour la Banque, et qui devront être appliquées rétrospectivement.

L'IFRS 10 remplace les exigences de consolidation de la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et établit les principes de présentation et de préparation des états financiers consolidés dans le cas où une entité contrôle au moins une autre entité. La norme s'appuie sur les principes existants en définissant le concept de contrôle comme le facteur qui détermine si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés de la société mère. La norme contient des indications additionnelles pour la détermination du contrôle lorsqu'il est difficile d'évaluer qui détient le contrôle.

L'IFRS 11 remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et la SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*, et fournit des indications sur la comptabilisation des partenariats qui mettent l'accent sur les droits et les obligations des partenariats plutôt que sur leur forme juridique.

L'IFRS 12 contient des exigences à l'égard des informations à fournir sur les filiales, les partenariats et les entreprises associées, ainsi que sur les entités structurées, qui remplacent les exigences existantes.

#### **IFRS 13, Évaluation de la juste valeur**

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, qui sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, soit à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013 pour la Banque, et qui devra être appliquée prospectivement. L'IFRS 13 constitue une source unique d'indications pour l'évaluation de la juste valeur lorsque la juste valeur est exigée ou permise pour les IFRS et rehausse les exigences en matière d'informations à fournir lorsque la juste valeur est requise.

#### **IAS 19, Avantages du personnel**

En juin 2011, l'IASB a publié une version modifiée de l'IAS 19, *Avantages du personnel*, qui sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, soit à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013 pour la Banque, et qui devra être appliquée rétrospectivement.

Les modifications apportées à l'IAS 19 éliminent l'option de différer la comptabilisation des profits et des pertes découlant des régimes à prestations définies, connue comme la «méthode du corridor», que la Banque utilise à l'heure actuelle, et exigent que les réévaluations soient présentées dans les autres éléments du résultat global. Les modifications exigent également que le rendement prévu des actifs du régime comptabilisé dans le résultat net soit calculé sur la base du taux utilisé pour actualiser l'obligation au titre des prestations définies.

#### IAS 32, Instruments financiers : Présentation et IFRS 7, Instruments financiers : informations à fournir

En décembre 2011, l'IASB a publié des modifications qui ont été apportées à l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, afin de clarifier les critères de compensation des instruments financiers. Ces modifications, qui redressent des incohérences de la pratique courante relative à l'application des critères de compensation de l'IAS 32, seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, soit à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014 pour la Banque, et devront être appliquées rétrospectivement. En outre, en décembre 2011, l'IASB a publié des modifications connexes à l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, pour inclure de nouvelles exigences en matière d'informations à fournir qui devraient aider les utilisateurs à mieux évaluer l'incidence, réelle ou potentielle, des contrats de compensation sur la situation financière d'une entité. Ces modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, soit à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013 pour la Banque, et devront être appliquées rétrospectivement.

## 4. Valeurs mobilières

### Profits et pertes comptabilisés en résultat

#### *Profits et pertes sur le portefeuille de valeurs mobilières disponibles à la vente*

Les éléments suivants ont été comptabilisés dans les revenus de trésorerie et de marchés financiers relativement au portefeuille de valeurs mobilières disponibles à la vente :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
Profits nets réalisés	1 994 \$	4 366 \$	471 \$
Réductions de valeur comptabilisées dans le résultat	-	(1 464)	(31)
	1 994 \$	2 902 \$	440 \$

### Profits et pertes comptabilisés dans le résultat global

#### *Profits et pertes latents sur le portefeuille de valeurs mobilières disponibles à la vente*

Les profits et les pertes latents sur les valeurs mobilières disponibles à la vente découlent principalement des fluctuations des cours du marché et des variations des taux d'intérêt et des taux de change. La Banque considère qu'il n'existe pas d'indication objective de dépréciation liée aux valeurs mobilières en position de perte latente, d'après la conjoncture du marché à la date de présentation de l'information, et continue de suivre ces placements et l'évolution des marchés.

Le tableau suivant présente les profits latents et les pertes latentes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

	AU 31 JANVIER 2013			
	COÛT AMORTI	PROFITS LATENTS	PERTES LATENTES	JUSTE VALEUR
Valeurs mobilières émises ou garanties				
par le Canada <sup>[1]</sup>	1 021 668 \$	4 136 \$	6 \$	1 025 798 \$
par des provinces	437 164	1 499	20	438 643
Autres titres d'emprunt	643 170	6 772	197	649 745
Actions privilégiées	75 471	1 967	474	76 964
Actions ordinaires et autres valeurs mobilières	63 740	7 893	825	70 808
Titres adossés à des actifs	17 685	1 252	28	18 909
	2 258 898 \$	23 519 \$	1 550 \$	2 280 867 \$

[1] Y compris les titres adossés à des créances hypothécaires qui sont entièrement garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

4. Valeurs mobilières [suite]

	AU 31 OCTOBRE 2012			
	COÛT AMORTI	PROFITS LATENTS	PERTES LATENTES	JUSTE VALEUR
Valeurs mobilières émises ou garanties				
par le Canada <sup>[1]</sup>	1 347 823 \$	7 375 \$	21 \$	1 355 177 \$
par des provinces	700 681	1 958	28	702 611
Autres titres d'emprunt	607 533	7 120	89	614 564
Actions privilégiées	71 956	1 436	592	72 800
Actions ordinaires et autres valeurs mobilières	51 189	5 490	514	56 165
Titres adossés à des actifs	19 919	1 372	20	21 271
	<b>2 799 101 \$</b>	<b>24 751 \$</b>	<b>1 264 \$</b>	<b>2 822 588 \$</b>

	AU 31 JANVIER 2012			
	COÛT AMORTI	PROFITS LATENTS	PERTES LATENTES	JUSTE VALEUR
Valeurs mobilières émises ou garanties				
par le Canada <sup>[1]</sup>	1 224 219 \$	20 527 \$	5 \$	1 244 741 \$
par des provinces	212 080	3 744	1	215 823
Autres titres d'emprunt	383 887	7 918	277	391 528
Actions privilégiées	63 666	2 015	404	65 277
Actions ordinaires et autres valeurs mobilières	51 005	4 515	1 714	53 806
Titres adossés à des actifs	25 238	1 742	1	26 979
	<b>1 960 095 \$</b>	<b>40 461 \$</b>	<b>2 402 \$</b>	<b>1 998 154 \$</b>

[1] Y compris les titres adossés à des créances hypothécaires qui sont entièrement garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

## Détenues jusqu'à l'échéance

Le tableau suivant présente le coût amorti des valeurs mobilières classées comme étant détenues jusqu'à l'échéance.

	AU 31 JANVIER 2013	AU 31 OCTOBRE 2012	AU 31 JANVIER 2012
Valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada <sup>[1]</sup>	<b>833 449 \$</b>	1 412 962 \$	932 599 \$
Papier commercial adossé à des actifs	<b>29 139</b>	33 789	125 892
	<b>862 588 \$</b>	1 446 751 \$	1 058 491 \$

[1] Y compris les titres adossés à des créances hypothécaires qui sont entièrement garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

## 5. Prêts

### Prêts et prêts douteux

	AU 31 JANVIER 2013					
	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUTS DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS CUMULATIVES INDIVIDUELLES	PROVISIONS CUMULATIVES COLLECTIVES		TOTAL DES PROVISIONS CUMULATIVES
				POUR PRÊTS DOUTEUX	POUR AUTRES PRÊTS	
Personnels	<b>7 654 648 \$</b>	<b>21 185 \$</b>	-	<b>11 082 \$</b>	<b>26 548 \$</b>	<b>37 630 \$</b>
Hypothécaires résidentiels	<b>14 374 220</b>	<b>23 142</b>	-	<b>1 329</b>	<b>2 163</b>	<b>3 492</b>
Hypothécaires commerciaux	<b>2 423 742</b>	<b>36 826</b>	<b>14 171</b>	<b>464</b>	<b>16 640</b>	<b>31 275</b>
Commerciaux et autres <sup>[1]</sup>	<b>2 394 048</b>	<b>49 505</b>	<b>31 546</b>	<b>2 018</b>	<b>12 960</b>	<b>46 524</b>
	<b>26 846 658 \$</b>	<b>130 658 \$</b>	<b>45 717 \$</b>	<b>14 893 \$</b>	<b>58 311 \$</b>	<b>118 921 \$</b>

[1] Y compris les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de 210,2 millions \$.



AU 31 OCTOBRE 2012

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUTS DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS CUMULATIVES INDIVIDUELLES	PROVISIONS CUMULATIVES COLLECTIVES		TOTAL DES PROVISIONS CUMULATIVES
				POUR PRÊTS DOUTEUX	POUR AUTRES PRÊTS	
Personnels	7 806 067 \$	16 863 \$	- \$	10 081 \$	24 724 \$	34 805 \$
Hypothécaires résidentiels	14 169 095	21 971	-	390	2 254	2 644
Hypothécaires commerciaux	2 443 634	36 672	14 070	-	16 406	30 476
Commerciaux et autres <sup>[1]</sup>	2 362 083	52 517	33 779	2 021	13 817	49 617
	<b>26 780 879 \$</b>	<b>128 023 \$</b>	<b>47 849 \$</b>	<b>12 492 \$</b>	<b>57 201 \$</b>	<b>117 542 \$</b>

[1] Y compris les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de 211,1 millions \$.

AU 31 JANVIER 2012

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUTS DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS CUMULATIVES INDIVIDUELLES	PROVISIONS CUMULATIVES COLLECTIVES		TOTAL DES PROVISIONS CUMULATIVES
				POUR PRÊTS DOUTEUX	POUR AUTRES PRÊTS	
Personnels	6 064 020 \$	15 642 \$	- \$	9 451 \$	24 552 \$	34 003 \$
Hypothécaires résidentiels	12 124 453	16 127	-	403	1 316	1 719
Hypothécaires commerciaux	2 435 219	61 580	22 467	7 051	15 255	44 773
Commerciaux et autres <sup>[1]</sup>	2 200 293	59 414	39 918	3 441	18 449	61 808
	<b>22 823 985 \$</b>	<b>152 763 \$</b>	<b>62 385 \$</b>	<b>20 346 \$</b>	<b>59 572 \$</b>	<b>142 303 \$</b>

[1] Y compris les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de 206,3 millions \$.

## Provisions cumulatives individuelles pour pertes sur prêts

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			
	31 JANVIER 2013		31 JANVIER 2012	
	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES <sup>[1]</sup>	TOTAL DES PROVISIONS CUMULATIVES INDIVIDUELLES	TOTAL DES PROVISIONS CUMULATIVES INDIVIDUELLES
Solde au début de la période	14 070 \$	33 779 \$	47 849 \$	69 450 \$
Provisions pour pertes sur prêts comptabilisées à l'état du résultat consolidé	390	(1 676)	(1 286)	1 124
Radiations	-	(563)	(563)	(7 882)
Recouvrements	-	60	60	5
Intérêts courus sur les prêts douteux	(289)	(54)	(343)	(312)
Solde à la fin de la période	<b>14 171 \$</b>	<b>31 546 \$</b>	<b>45 717 \$</b>	<b>62 385 \$</b>

[1] Y compris les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

5. Prêts [suite]

**Provisions cumulatives collectives pour pertes sur prêts**

***Provisions cumulatives collectives pour prêts douteux***

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES					
	31 JANVIER			31 JANVIER		
	2013			2012		
PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉ- CAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉ- CAIRES COMMER- CIAUX	PRÊTS COMMER- CIAUX ET AUTRES <sup>[1]</sup>	TOTAL DES PROVISIONS CUMULATIVES COLLECTIVES	TOTAL DES PROVISIONS CUMULATIVES COLLECTIVES	
Solde au début de la période	10 081 \$	390 \$	- \$	2 021 \$	12 492 \$	18 557 \$
Provisions pour pertes sur prêts comptabilisées à l'état du résultat consolidé	6 234	1 498	477	(33)	8 176	7 650
Radiations	(5 730)	(382)	-	(3)	(6 115)	(6 202)
Recouvrements	627	(100)	-	78	605	796
Intérêts courus sur les prêts douteux	(130)	(77)	(13)	(45)	(265)	(455)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>11 082 \$</b>	<b>1 329 \$</b>	<b>464 \$</b>	<b>2 018 \$</b>	<b>14 893 \$</b>	<b>20 346 \$</b>

[1] Y compris les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

***Provisions cumulatives collectives pour autres prêts***

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES					
	31 JANVIER			31 JANVIER		
	2013			2012		
PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉ- CAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉ- CAIRES COMMER- CIAUX	PRÊTS COMMER- CIAUX ET AUTRES <sup>[1]</sup>	TOTAL DES PROVISIONS CUMULATIVES COLLECTIVES	TOTAL DES PROVISIONS CUMULATIVES COLLECTIVES	
Solde au début de la période	24 724 \$	2 254 \$	16 406 \$	13 817 \$	57 201 \$	55 143 \$
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts découlant de l'acquisition d'une filiale	-	-	-	-	-	3 203
Provisions pour pertes sur prêts comptabilisées à l'état du résultat consolidé	1 824	(91)	234	(857)	1 110	1 226
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>26 548 \$</b>	<b>2 163 \$</b>	<b>16 640 \$</b>	<b>12 960 \$</b>	<b>58 311 \$</b>	<b>59 572 \$</b>

[1] Y compris les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La provision pour les montants non utilisés des facilités de crédit approuvées, qui est comptabilisée dans les autres passifs, s'est établie à 6,2 millions \$ au 31 janvier 2013, à 6,1 millions \$ au 31 octobre 2012, à 5,6 millions \$ au 31 janvier 2012.

**Prêts en souffrance, mais non douteux**

Les prêts personnels et hypothécaires résidentiels en souffrance présentés dans le tableau ci-dessous ne sont pas classés comme douteux puisqu'ils sont en souffrance depuis moins de 90 jours ou qu'ils sont garantis de façon à ce qu'il soit raisonnable de s'attendre à un plein recouvrement. Le solde des prêts commerciaux en souffrance mais non douteux n'est pas significatif.

	AU 31 JANVIER 2013			
	DE 1 JOUR À 31 JOURS	DE 32 À 90 JOURS	PLUS DE 90 JOURS	TOTAL
Prêts personnels	104 637 \$	30 422 \$	5 309 \$	140 368 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	234 536	40 259	37 016	311 811
	<b>339 173 \$</b>	<b>70 681 \$</b>	<b>42 325 \$</b>	<b>452 179 \$</b>

AU 31 OCTOBRE 2012

	DE 1 JOUR À 31 JOURS	DE 32 À 90 JOURS	PLUS DE 90 JOURS	TOTAL
Prêts personnels	93 935 \$	23 938 \$	4 307 \$	122 180 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	244 088	40 896	34 446	319 430
	<b>338 023 \$</b>	<b>64 834 \$</b>	<b>38 753 \$</b>	<b>441 610 \$</b>

AU 31 JANVIER 2012

	DE 1 JOUR À 31 JOURS	DE 32 À 90 JOURS	PLUS DE 90 JOURS	TOTAL
Prêts personnels	89 641 \$	29 977 \$	5 368 \$	124 986 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	253 174	40 855	26 724	320 753
	<b>342 815 \$</b>	<b>70 832 \$</b>	<b>32 092 \$</b>	<b>445 739 \$</b>

## 6. Titrisation de prêts

### Actifs financiers ne respectant pas les critères de décomptabilisation et passifs financiers connexes

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs financiers qui ne respectent pas les critères de décomptabilisation et les passifs financiers qui leur sont associés compris dans le bilan consolidé.

	AU 31 JANVIER 2013	AU 31 OCTOBRE 2012	AU 31 JANVIER 2012
Prêts hypothécaires résidentiels	<b>4 295 717 \$</b>	4 442 556 \$	3 450 268 \$
Actifs de remplacement			
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	<b>3 248</b>	11 894	2 731
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	<b>7 268</b>	63 016	197 760
Autres valeurs mobilières	<b>862 588</b>	1 446 751	1 058 491
Dette liée aux activités de titrisation	<b>(5 244 311) \$</b>	(6 037 097) \$	(4 798 554) \$

Le tableau qui suit présente sommairement les activités de titrisation effectuées par la Banque.

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
Valeur comptable des prêts hypothécaires transférés au cours du trimestre et liés au nouveau financement	<b>51 414 \$</b>	258 054 \$	50 779 \$
Valeur comptable des prêts hypothécaires transférés au cours du trimestre à titre d'actifs de remplacement	<b>99 659 \$</b>	146 020 \$	228 549 \$

Le tableau qui suit présente les émissions de dette liée aux activités de titrisation durant le trimestre.

ÉCHÉANCE	POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 JANVIER 2013		
	TAUX	VALEUR NOMINALE	VALEUR COMPTABLE
<b>Nouvelle émission de dette liée aux opérations relatives aux OHC</b>			
Décembre 2017	1,73 %	49 676 \$	<b>49 512 \$</b>

## 7. Capital-actions

### Actions ordinaires

La variation ainsi que le nombre et le montant des actions ordinaires en circulation se présentent comme suit :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			
	31 JANVIER 2013		31 JANVIER 2012	
	NOMBRE D'ACTIONS	MONTANT	NOMBRE D'ACTIONS	MONTANT
<b>Actions ordinaires</b>				
En circulation au début de la période	28 117 520	428 526 \$	23 925 037	252 601 \$
Émission en vertu du régime d'options d'achat d'actions des employés	20 000	680	-	-
Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions	117 178	5 106	-	-
	<b>28 254 698</b>	<b>434 312 \$</b>	<b>23 925 037</b>	<b>252 601 \$</b>

#### Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions

Le 5 décembre 2012, la Banque a commencé à offrir son régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions aux actionnaires canadiens admissibles. La participation à ce régime est facultative. Aux termes du régime, les dividendes versés sur les actions ordinaires et privilégiées sont réinvestis aux fins de l'achat d'actions ordinaires de la Banque. Les actionnaires peuvent également effectuer des versements facultatifs en espèces en vue d'acquérir des actions ordinaires additionnelles. Au gré de la Banque, les actions ordinaires peuvent être émises à même le capital autorisé de la Banque à un cours moyen escompté d'au plus 5 %, ou sur le marché ouvert au cours du marché. La Banque a déterminé que les dividendes déclarés le 5 décembre 2012 seraient réinvestis dans des actions ordinaires émises à même le capital autorisé à un escompte de 2 %. Par conséquent, le 1er février 2013, 117 178 actions ont été émises.

### Actions privilégiées

La variation ainsi que le nombre et les montants des actions privilégiées en circulation étaient comme suit :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			
	31 JANVIER 2013		31 JANVIER 2012	
	NOMBRE D'ACTIONS	MONTANT	NOMBRE D'ACTIONS	MONTANT
<b>Actions privilégiées de catégorie A</b>				
Série 9				
En circulation au début et à la fin de la période	4 000 000	97 885 \$	4 000 000	97 885 \$
Série 10				
En circulation au début et à la fin de la période	4 400 000	107 642	4 400 000	107 642
Série 11				
En circulation au début de la période	4 000 000	97 722	s. o.	s. o.
Frais d'émission, nets d'impôts sur le résultat	s. o.	(171)	s. o.	s. o.
En circulation à la fin de la période	4 000 000	97 551	s. o.	s. o.
	<b>12 400 000</b>	<b>303 078 \$</b>	<b>8 400 000</b>	<b>205 527 \$</b>

## Dividendes déclarés

Le 20 février 2013, le conseil d'administration a annoncé le versement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 8 mars 2013.

Au cours de sa réunion tenue le 6 mars 2013, le conseil d'administration a annoncé le versement d'un dividende de 0,49 \$ par action ordinaire payable le 1<sup>er</sup> mai 2013 aux actionnaires inscrits en date du 1<sup>er</sup> avril 2013.

## Nouvelles exigences en matière de fonds propres réglementaires

En décembre 2012, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) a publié la version définitive révisée de la Ligne directrice sur les normes de fonds propres (la « ligne directrice ») fondée sur les lignes directrices sur les fonds propres du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB), que l'on désigne communément sous le nom de Bâle III. Ces nouvelles exigences sont entrées en vigueur en janvier 2013 et, de manière générale, établissent des normes plus strictes en matière d'adéquation des fonds propres. Les institutions sont tenues de respecter des normes de fonds propres minimales axées sur le risque en fonction de leur exposition au risque de crédit, de leurs risques opérationnels et, si elles exercent d'importantes activités de négociation, de leur risque de marché.

La ligne directrice établit les ratios minimums des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres à respectivement 3,5 %, 4,5 % et 8,0 % pour 2013. Ces ratios tiennent compte de l'application progressive de certains ajustements réglementaires pour la période comprise entre 2013 et 2019 et du retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles pour la période comprise entre 2013 et 2022 (la base « transitoire »). À compter de 2014, la ligne directrice prévoit également l'augmentation chaque année des ratios minimums de fonds propres, qui atteindront 7,0 %, 8,5 % et 10,5 % en 2019, y compris une réserve de conservation des fonds propres.

Dans sa ligne directrice, le BSIF a indiqué s'attendre à ce que les institutions de dépôts atteignent des ratios cibles de fonds propres sans prise en compte des dispositions transitoires au moins équivalents à la somme des ratios minimums de 2019 et de la réserve de conservation (la base « tout compris ») tôt au cours de la période de transition, y compris un ratio cible minimum de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 7,0 % d'ici le premier trimestre 2013. La base « tout compris » inclut tous les ajustements réglementaires qui seront requis d'ici 2019, tout en maintenant les règles de retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles. Le BSIF exige également que les institutions financières canadiennes acceptant des dépôts maintiennent un ratio actif/fonds propres.

La ligne directrice fournit des indications additionnelles concernant le traitement des instruments de fonds propres non admissibles et précise que certains instruments de fonds propres ne seront plus entièrement admissibles comme fonds propres à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Les instruments de fonds propres de la Banque, autres que sous forme d'actions ordinaires, sont considérés comme non admissibles selon les règles de Bâle III et sont donc assujettis au retrait progressif, au rythme de 10 % par année, à compter de 2013. Ces instruments de fonds propres, autres que sous forme d'actions ordinaires, comprennent les actions privilégiées, séries 9, 10 et 11, et les billets à moyen terme subordonnés, séries 2010-1 et 2012-1. La Banque a obtenu l'approbation des organismes de réglementation de racheter à leur valeur nominale, le 15 mars 2013, les actions privilégiées, série 9, qui ne sont pas des instruments admissibles selon les règles de Bâle III.

7. Capital-actions [suite]

**Fonds propres réglementaires**

La Banque a satisfait aux exigences réglementaires courantes en matière de fonds propres tout au long de la période de trois mois close le 31 janvier 2013. Les fonds propres réglementaires sont présentés ci-après.

	Bâle III		Bâle II	
	TOUT COMPRIS	TRANSITOIRE	AU 31 OCTOBRE	AU 31 JANVIER
	AU 31 JANVIER	AU 31 JANVIER	2012 <sup>[1]</sup>	2012 <sup>[1]</sup>
	2013	2013		
Actions ordinaires	434 312 \$	434 312 \$	428 526 \$	259 492 \$
Réserve pour paiements fondés sur des actions	136	136	227	227
Résultats non distribués	792 669	792 669	774 899	700 037
Cumul des autres éléments du résultat global, excluant les réserves de couverture de flux de trésorerie	11 859	11 859	s. o.	s. o.
Déductions des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	(236 198)	-	s. o.	s. o.
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	1 002 778	1 238 976	s. o.	s. o.
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	272 896	272 896	303 249	210 000
Déductions des fonds propres de catégorie 1	s. o.	(64 077)	(73 841)	(82 067)
Ajustement au titre de la transition aux IFRS	s. o.	s. o.	27 193	108 773
Fonds propres additionnels de catégorie 1	272 896	208 819	s. o.	s. o.
Total des fonds propres de catégorie 1	1 275 674	1 447 795	1 460 253	1 196 462
Dette subordonnée	399 429	399 429	443 594	242 987
Provisions cumulatives collectives	79 403	79 403	75 752	79 918
Déductions des fonds propres de catégorie 2	(857)	-	(5 539)	(15 029)
Fonds propres de catégorie 2	477 975	478 832	513 807	307 876
Total des fonds propres	1 753 649 \$	1 926 627 \$	1 974 060 \$	1 504 338 \$

[1] Les montants sont présentés selon Bâle II comme déposés auprès du BSIF.

## 8. Paiements fondés sur des actions

### Régime d'options d'achat d'actions

Au cours du premier trimestre de 2013, aucune option d'achat d'actions n'a été attribuée et 20 000 options d'achat d'actions ont été exercées. L'information relative au nombre d'options en cours est la suivante.

	AU 31 JANVIER 2013	AU 31 OCTOBRE 2012	AU 31 JANVIER 2012
	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE
Options d'achat d'actions en cours et exerçables à la fin de la période	30 000	50 000	50 000

### Régime d'unités d'actions restreintes

Au cours du premier trimestre de 2013, en vertu du régime d'unités d'actions restreintes, les primes annuelles de certains employés s'établissant à 2,3 millions \$ ont été converties en 51 572 unités d'actions restreintes dont les droits étaient entièrement acquis. Parallèlement, la Banque a également attribué 34 383 unités d'actions restreintes supplémentaires évaluées à 45,07 \$ l'unité dont les droits seront acquis jusqu'en décembre 2015.

Au cours du premier trimestre de 2013, en vertu du régime d'unités d'actions restreintes à l'intention d'employés du secteur Marché des capitaux, les primes annuelles de certains employés s'établissant à 1,3 million \$ ont été converties en 27 904 unités d'actions restreintes dont les droits étaient entièrement acquis. L'employeur ne cotise pas à ce régime, et un tiers des unités d'actions restreintes est racheté à chacune des trois premières dates d'anniversaire de l'attribution.

### Régime d'unités d'actions de performance

Au cours du premier trimestre de 2013, en vertu d'un régime d'unités d'actions de performance, la Banque a attribué 191 167 unités d'actions de performance évaluées à 45,07 \$ l'unité. Les droits de ces unités seront acquis après trois ans et si certains objectifs financiers sont atteints.

## Charge liée aux régimes de paiement fondé sur des actions et passif connexe

Le tableau suivant présente la charge liée aux régimes de paiement fondé sur des actions, déduction faite de l'incidence des opérations de couverture connexes.

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
	2013	2012	2012
Frais découlant de régimes dont le paiement est fondé sur des actions réglées en instruments de capitaux propres	3 594 \$	(502) \$	752 \$
Incidence des couvertures	9	2 136	(397)
	<b>3 603 \$</b>	<b>1 634 \$</b>	<b>355 \$</b>

La valeur comptable du passif lié aux régimes réglés en trésorerie au 31 janvier 2013 était de 21,0 millions \$ (19,7 millions \$ au 31 octobre 2012 et 18,2 millions \$ au 31 janvier 2012).

## 9. Avantages postérieurs à l'emploi

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
	2013	2012	2012
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	3 079 \$	1 993 \$	1 368 \$
Charge au titre des régimes de retraite à cotisations définies	1 714	1 668	1 370
Charge au titre des autres régimes	336	419	402
	<b>5 129 \$</b>	<b>4 080 \$</b>	<b>3 140 \$</b>

## 10. Information additionnelle sur les autres éléments du résultat global

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES								
	31 JANVIER			31 OCTOBRE			31 JANVIER		
	2013			2012			2012		
MONTANTS AVANT IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	MONTANTS APRÈS IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	MONTANTS AVANT IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	MONTANTS APRÈS IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	MONTANTS AVANT IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	MONTANTS APRÈS IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT
Profits nets latents (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente <sup>[1]</sup>	1 549 \$	(433) \$	1 116 \$	245 \$	62 \$	307 \$	(2 038) \$	555 \$	(1 483) \$
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(1 994)	536	(1 458)	(1 306)	475	(831)	(440)	119	(321)
	<b>(445)</b>	<b>103</b>	<b>(342)</b>	<b>(1 061)</b>	<b>537</b>	<b>(524)</b>	<b>(2 478)</b>	<b>674</b>	<b>(1 804)</b>
Variation nette de valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie <sup>[1]</sup>	(13 713)	3 670	(10 043)	(4 955)	1 378	(3 577)	(10 320)	2 756	(7 564)
Autres éléments du résultat global	(14 158) \$	3 773 \$	(10 385) \$	(6 016) \$	1 915 \$	(4 101) \$	(12 798) \$	3 430 \$	(9 368) \$

[1] Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés à l'état du résultat

## 11. Information additionnelle sur les instruments financiers

### Dérivés

Le tableau suivant présente la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture.

	AU 31 JANVIER 2013	AU 31 OCTOBRE 2012	AU 31 JANVIER 2012
Couverture de flux de trésorerie	4 767 \$	13 809 \$	29 541 \$
Couverture de juste valeur	26 855	38 169	48 041
	31 622 \$	51 978 \$	77 582 \$

### Tranches inefficaces des relations de couverture

Le tableau suivant présente les tranches inefficaces des relations de couverture comptabilisées dans l'état du résultat consolidé :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
Couverture de flux de trésorerie	576 \$	704 \$	150 \$
Couverture de juste valeur	123	(174)	(364)
	699 \$	530 \$	(214) \$

### Autres informations concernant les relations de couverture

Le solde restant du cumul des autres éléments du résultat global lié aux couvertures de flux de trésorerie sera transféré dans le résultat net au cours des 6 prochains exercices.

## 12. Information sectorielle

La Banque détermine ses secteurs isolables selon les différents services qu'elle offre aux particuliers, aux entreprises, aux intermédiaires financiers et aux clients institutionnels. Les quatre secteurs d'activité de la Banque sont : Particuliers et PME-Québec, Immobilier et Commercial, B2B Banque, et Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux.

Le secteur Particuliers et PME-Québec offre une gamme complète produits d'épargne, d'investissement et de financement et les produits et services transactionnels offerts par l'intermédiaire de son réseau de distribution direct comprenant les succursales, les réseaux électroniques, le centre d'appels et le réseau de banquiers mobiles. Ce secteur d'activité offre également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance et les services de fiducie. De plus, il offre une vaste gamme de services financiers commerciaux aux petites et moyennes entreprises du Québec.

Le secteur Immobilier et Commercial offre du financement immobilier partout au Canada, des services de financement commercial en Ontario et au Québec, de même que des opérations de change et des services internationaux.

Le secteur B2B Banque fournit des produits bancaires et financiers à des intermédiaires financiers indépendants et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada.

Le secteur Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. et les activités de marchés des capitaux de la Banque.

Un cinquième secteur, le secteur «Autres», comprend les services généraux de la Banque, y compris les activités de la Trésorerie générale.

Les résultats des secteurs de la Banque se fondent sur les systèmes internes d'information financière et sont conformes aux principes comptables suivis pour la préparation des états financiers consolidés de la Banque.



Toutes les opérations intersectorielles sont menées dans des conditions de concurrence normale, les revenus et les coûts intersectoriels étant éliminés dans le secteur Autres. Le financement des actifs et des passifs des secteurs est évalué selon des prix de cession interne fondés sur des coûts de financement qui reflètent la nature et la durée de ces éléments. Les revenus et les frais spécifiquement liés à chaque secteur sont pris en compte pour déterminer la performance du secteur d'activité. Les frais du siège social sont habituellement attribués au prorata à chaque secteur d'activité.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 JANVIER 2013

	PARTICULIERS ET PME-QUÉBEC	IMMOBILIER ET COMMERCIAL	B2B BANQUE	VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE ET MARCHÉS DES CAPITAUX	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	76 855 \$	21 555 \$	48 397 \$	681 \$	(5 144) \$	142 344 \$
Autres revenus	35 436	8 086	9 056	16 402	2 590	71 570
Revenu (perte) total(le)	112 291	29 641	57 453	17 083	(2 554)	213 914
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	-	-	(1 056)	-	-	(1 056)
Provisions pour pertes sur prêts	6 066	(1 464)	3 398	-	-	8 000
Frais autres que d'intérêt	92 981	8 414	32 960	13 474	5 928	153 757
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres <sup>[1]</sup>	-	-	7 557	-	-	7 557
Résultat (perte) avant impôts sur le résultat	13 244	22 691	12 482	3 609	(8 482)	43 544
Impôts sur le résultat (recouvrement)	2 034	6 059	3 315	928	(2 882)	9 454
Résultat net (perte nette)	11 210 \$	16 632 \$	9 167 \$	2 681 \$	(5 600) \$	34 090 \$
Actif moyen <sup>[2]</sup>	13 896 951 \$	3 391 666 \$	9 433 684 \$	2 922 296 \$	4 990 098 \$	34 634 695 \$

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 OCTOBRE 2012

	PARTICULIERS ET PME-QUÉBEC	IMMOBILIER ET COMMERCIAL	B2B BANQUE	VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE ET MARCHÉS DES CAPITAUX	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	75 792 \$	21 833 \$	49 821 \$	1 220 \$	(6 255) \$	142 411 \$
Autres revenus	35 234	7 646	8 923	14 506	1 676	67 985
Revenu (perte) total(le)	111 026	29 479	58 744	15 726	(4 579)	210 396
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	-	-	23 795	-	-	23 795
Provisions pour pertes sur prêts	6 433	(2 040)	3 607	-	-	8 000
Frais autres que d'intérêt	93 359	8 586	35 259	12 081	7 262	156 547
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres <sup>[1]</sup>	-	-	8 830	-	-	8 830
Résultat (perte) avant impôts sur le résultat	11 234	22 933	34 843	3 645	(11 841)	60 814
Impôts sur le résultat (recouvrement)	1 941	6 204	9 650	953	(3 619)	15 129
Résultat net (perte nette)	9 293 \$	16 729 \$	25 193 \$	2 692 \$	(8 222) \$	45 685 \$
Actif moyen <sup>[2]</sup>	13 913 789 \$	3 421 635 \$	9 414 682 \$	2 948 956 \$	5 195 604 \$	34 894 666 \$

[1] Frais liés à l'acquisition des sociétés MRS et de la Compagnie de Fiducie AGF.

[2] Les éléments d'actif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

12. Information sectorielle [suite]

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 JANVIER 2012

	PARTICULIERS ET PME-QUÉBEC	IMMOBILIER ET COMMERCIAL	B2B BANQUE	VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE ET MARCHÉS DES CAPITAUX	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	78 725 \$	22 212 \$	30 964 \$	509 \$	(1 781) \$	130 629 \$
Autres revenus	31 803	8 006	8 143	14 146	1 017	63 115
Revenu (perte) total(le)	110 528	30 218	39 107	14 655	(764)	193 744
Provisions pour pertes sur prêts	6 216	2 851	933	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	91 260	7 756	23 422	12 160	5 762	140 360
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres <sup>[1]</sup>	-	-	2 660	-	-	2 660
Résultat (perte) avant impôts sur le résultat	13 052	19 611	12 092	2 495	(6 526)	40 724
Impôts sur le résultat (recouvrement)	2 631	5 305	3 221	620	(2 015)	9 762
Résultat net (perte nette)	10 421 \$	14 306 \$	8 871 \$	1 875 \$	(4 511) \$	30 962 \$
Actif moyen <sup>[2]</sup>	13 302 967 \$	3 310 962 \$	6 009 674 \$	2 683 211 \$	4 398 536 \$	29 705 350 \$

[1] Frais liés à l'acquisition des sociétés MRS et de la Compagnie de Fiducie AGF.

[2] Les éléments d'actif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

## 13. Regroupements d'entreprises

### Contrepartie éventuelle

Le 1<sup>er</sup> août 2012, B2B Banque a acquis la totalité de la Compagnie de Fiducie AGF (Fiducie AGF). L'entente prévoit le versement d'une contrepartie éventuelle d'au plus 20,0 millions \$ sur cinq ans si la qualité du crédit respecte certains critères. La contrepartie éventuelle, qui est comptabilisée dans les autres passifs, s'est établie à 5,9 millions \$ au 31 janvier 2013 et au 31 octobre 2012.

### Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis

Au quatrième trimestre de 2012, la répartition préliminaire du prix d'achat de la Fiducie AGF a donné lieu à un profit d'acquisition avant impôts de 24,3 millions \$ (16,4 millions \$ net d'impôts), étant donné que la juste valeur nette estimée des actifs nets acquis était supérieure au prix d'achat. Le profit correspond principalement à l'incidence favorable de l'escompte ou de la prime requise pour refléter les taux du marché alors en vigueur sur les instruments financiers acquis, qui a été contrebalancée en partie par la juste valeur estimée initialement de la contrepartie éventuelle. La partie du profit découlant de la réévaluation des instruments financiers acquis est amortie en résultat net sur la durée résiduelle estimée des instruments financiers acquis et s'est établie à 1,1 millions \$ pour la période de trois mois close le 31 janvier 2013 et 0,5 millions \$ pour la période de trois mois close le 31 octobre 2012.

### Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres

Au cours du trimestre, la Banque a engagé des frais liés à l'acquisition ainsi que des frais relatifs aux technologies de l'information et des frais d'intégration et a versé des salaires aux fins de l'intégration des activités des sociétés MRS et de la Fiducie AGF à celles de la Banque. Ces frais ont été comptabilisés directement en résultat net, au poste Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres.

**CETTE PAGE BLANCHE A ÉTÉ LAISSÉE INTENTIONNELLEMENT**

# Renseignements aux actionnaires

## Siège social

Tour Banque Laurentienne  
1981, avenue McGill College  
Montréal (Québec) H3A 3K3  
Tél. : 514 284-4500, poste 5996  
Télécopieur : 514 284-3396

## Centre télébancaire, Services bancaires automatisés et Service à la clientèle :

Tél. : 514 252-1846  
ou 1 800 252-1846  
Site Internet :  
www.banquelaurentienne.ca  
Code Swift : BLCM CA MM

## Agent des transferts et registraire

Services aux investisseurs  
Computershare Inc.  
1500, rue University  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8

## Bureau de l'ombudsman

Banque Laurentienne  
1981, avenue McGill College  
Bureau 1420  
Montréal (Québec) H3A 3K3  
Tél. : 514 284-7192  
ou 1 800 479-1244

## Changement d'adresse et autres renseignements

Les actionnaires sont priés de communiquer tout changement d'adresse à l'agent des transferts de la Banque. Pour toute autre demande ou question, veuillez communiquer avec le Secrétariat corporatif situé au siège social ou téléphoner au 514 284-4500, poste 7545.

## Investisseurs et analystes

Les investisseurs et analystes peuvent communiquer avec le secteur Relations avec les investisseurs situé au siège social, en téléphonant au 514 284-4500, poste 7511 ou 4926.

## Médias

Les journalistes peuvent communiquer avec le secteur Affaires publiques et communications, situé au siège social, en téléphonant au 514 284-4500, poste 7511 ou 8232.

## Service de dépôt direct

Les actionnaires de la Banque, qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans un compte issu de toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements, en avisant par écrit l'agent des transferts.

## Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions

La Banque offre aux détenteurs canadiens de ses actions ordinaires et privilégiées de participer à son régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions, lequel leur permet d'acquérir des actions ordinaires de la Banque sans payer de commission ou de frais d'administration. L'acquisition d'actions ordinaires par les participants canadiens s'effectue au moyen du réinvestissement des dividendes en espèces versés sur les actions qu'ils détiennent, ou bien en effectuant des versements facultatifs en espèces d'un montant minimal de 500 \$ par versement, jusqu'à concurrence de 20 000 \$ sur chaque période de 12 mois se terminant le 31 octobre.

Pour de plus amples renseignements, les actionnaires sont priés de communiquer avec le registraire et agent des transferts de la Banque, Société de fiducie Computershare du Canada, au numéro 1-800-564-6253. Les porteurs d'actions ordinaires et privilégiées non inscrits de la Banque doivent s'adresser à leur institution financière ou à leur courtier pour adhérer à ce régime.

## Inscription boursière et dates de clôture des registres et de paiement des dividendes

Les actions ordinaires et les actions privilégiées décrites ci-dessous sont inscrites à la bourse de Toronto.	CODE CUSIP / SYMBOLE BOURSIER	DATE DE CLÔTURE DES REGISTRES*	DATE DE PAIEMENT DES DIVIDENDES*
--	----------------------------------	-----------------------------------	-------------------------------------

Actions ordinaires	51925D 10 6LB	Premier jour ouvrable de :	
		janvier	1 <sup>er</sup> février
		avril	1 <sup>er</sup> mai
		juillet	1 <sup>er</sup> août
		octobre	1 <sup>er</sup> novembre

Actions privilégiées			
Série 9	51925D 87 4 LB.PR.D	**	15 mars
Série 10	51925D 86 6 LB.PR.E	**	15 juin
Série 11	51925D 84 1 LB.PR.F	**	15 septembre 15 décembre

\* Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

\*\* À une date (qui ne doit pas devancer de plus de 30 jours la date fixée pour le paiement des dividendes) pouvant être déterminée de temps à autre par le conseil d'administration de la Banque.

